

# "Le MRP vous parle !"

Publication trimestrielle

**JUIN 2004**

**n° 101**

Ce numéro a été tiré à  
405 exemplaires

## Sommaire

	<b>Pages</b>
<b>COUVERTURE</b> ♦ Avant de naître, le MRP existait	1
<b>EDITORIAL</b> ♦ Nouvelle étape ou nouvelle Europe ? par Jacques Mallet. De 25 à 27, 28 ou plus ? Il est probable que l'Europe politique et l'Europe de la défense ne pourront avancer qu'avec les pays qui veulent aller plus vite et plus loin	3
♦ Robert Schuman prévoyait et demandait cet élargissement. Ecrit de sa main	4
<b>ACTUALITES</b> ♦ Fernand Bouxom et André Diligent en "géants de la foi" le 13 juin à Lille sur le parvis de la cathédrale	5
♦ Abonnement au bulletin "Le MRP vous parle !" pour 2004. C'est le moment !	5
♦ En quoi Fernand Bouxom me paraît-il être un "géant de la foi", par Jean-Marie Leuwers	6
♦ Robert Schuman perdu et retrouvé... Les faits sont plus têtus que la censure ou l'ignorance	7
♦ A l'assemblée générale de l'Amicale, le 24 mai	10
<b>DISPARITIONS</b> ♦ Deux militants exemplaires : Fernand Chaussebourg et Henri Poumerol, par Jacques Mallet	8
♦ Fernand Chaussebourg, le sens politique dans la peau	9
♦ Chagrin	11
<b>PETIT JOURNAL DE NOTRE COLLECTE</b> ♦ Enregistrés dans les quatre derniers numéros du bulletin, des dons pour un total de 3.633 euros (24.000 francs)	15
<b>IL Y A 50 ANS</b> ♦ Calendrier pour le deuxième trimestre de 1954 au Palais-Bourbon. Conférence de Genève sur l'Indochine et scénario pour rejeter la CED. Discours de haut vol et petite cuisine, grandes manœuvres et coups bas, le tout mijotant dans une crise de nationalisme exacerbé mais pas fier.	12
♦ Histoire secrète des députés MRP. Sur la chute du Gouvernement Laniel et la formation du Gouvernement Mendès-France, on a écrit des milliers de pages et on a fait des centaines de communications de toute sorte, mais on n'a pas tout dit. Les pages 16 à 29 ci-après comblent en partie cette lacune car c'est de l'inédit absolu.	16
<b>DANS NOTRE HISTOIRE</b> ♦ Au début des années 60, un ancien député MRP enseignait encore la doctrine du Mouvement aux jeunes à travers toute la France, un peu comme Sangnier enseignait le Sillon au début du siècle. Il est à la page 30... et toujours adhérent fidèle de l'Amicale du MRP	30
♦ En 1954, à 46 et 48 ans, mouraient deux représentants éminents du MRP : Joseph Le Sciellour, ouvrier-ardoisier et responsable syndical ; André Debray, directeur de banque, qui, de décembre 1943 à août 1944, assura le financement des réseaux de la Résistance. Il signait Bossuet.	36

- "Le MRP vous parle!" a 4 parutions par an : en mars, juin, septembre et décembre.
- Directeur : Jacques Mallet
- Administration : 133 bis, rue de l'Université 75007 Paris.
- Abonnement : 16 euros par an (13 pour les adhérents de l'Amicale du MRP)
- Impression et routage : Simédiat, 3 rue de Richelieu – 75001 Paris. Tél : 01 55 35 91 10
- Commission paritaire de la presse : n° A-65-465

## NOUVELLE ETAPE OU NOUVELLE EUROPE

A l'Est, on a fait la fête, à l'Ouest on a fait la tête : "Libération" résume ainsi les réactions à l'adhésion le 1<sup>er</sup> mai 2004 à l'Union Européenne de dix nouveaux pays, dont huit viennent d'Europe centrale et orientale.

A Dublin, où se trouvaient réunis les chefs d'Etat et de gouvernement des vingt-cinq pays de la "nouvelle Europe", le Premier ministre irlandais, M. Bertie Ahern, avait organisé une belle, simple, émouvante cérémonie pour souhaiter en gaélique "Cead míle fáilte", "cent mille bienvenues", aux nouveaux adhérents.

En France, ce fut le service minimum, à l'exception toutefois d'une conférence de presse prudente du Président de la République. La presse écrite a bien couvert l'événement. Avec sa "nuit de l'Europe", et Christine Ockrent, la 3 - et aussi Arte - a sauvé l'honneur de notre télévision. Les médias se trompent en croyant que les Français sont majoritairement hostiles à l'élargissement. Les sondages montrent qu'ils y sont favorables à hauteur de 62%.<sup>(1)</sup>

L'événement méritait en effet d'être reconnu et salué pour ce qu'il est : une date historique dans l'histoire de l'Europe. Le 1<sup>er</sup> mai 2004, Hitler et Staline sont morts une seconde fois. Les peuples "kidnappés" - selon l'expression de Kundera - par l'Union soviétique, ont retrouvé leur place dans la famille européenne et rejoint une Europe unie dans la paix et dans la liberté.

Ce grand moment ils l'ont attendu 15 ans. Ils ont fait beaucoup d'efforts et de grands sacrifices pour être admis dans cette Europe où, dès 1963, Robert Schuman demandait que, libérés du joug soviétique, ils soient accueillis fraternellement.

Ayant créé en 1990, en accord avec le Parlement européen, une association pour la liberté d'expression en Europe centrale et orientale, j'ai beaucoup voyagé dans ces pays. Je garde le souvenir de mon émotion en découvrant pour la première fois Varsovie en 1991. C'est en Pologne que le soleil s'est levé, grâce à Solidarnosc, a rappelé récemment François Bayrou au cours d'une rencontre avec Geremek pour qui l'entrée dans l'Union Européenne réalise aujourd'hui le rêve de sa vie. Varsovie, Cracovie, Prague, Budapest, comment ne pas être ému à la pensée que ces grandes cités européennes, et bien d'autres encore, vont rejoindre leurs sœurs de l'Ouest? Ces peuples appartiennent à notre chair et à notre âme. Ils sont les bienvenus.

Ils avaient eu la malchance de se trouver du mauvais côté à la fin de la guerre. Ils ont longtemps souffert de l'oppression et de la pauvreté. Nous avons à leur égard un devoir moral de solidarité. Mais c'est aussi notre intérêt bien compris de les aider et de les accueillir.

Nous contribuerons ainsi à la paix et à la stabilité sur notre continent et nous bénéficierons de marchés porteurs, dont le taux de croissance est plus élevé que le nôtre. L'Europe de l'esprit s'enrichira de l'apport de ces jeunes nations. Elles partagent nos valeurs humanistes et culturelles. Jean-Paul II l'a dit souvent avec force : c'est là que se trouve le deuxième poumon de l'Europe.

Nous devons donc nous réjouir de l'élargissement de l'Union Européenne, qui représente en réalité une réunification de l'Europe.

Cela dit, nous devons rester lucides.

L'élargissement, d'une ampleur sans précédent, de quinze à vingt cinq pays, et qui va se poursuivre à vingt sept, vingt huit ou davantage, constitue un immense défi.

Les écarts de richesse et de revenus entre les deux parties de l'Europe sont considérables. Pour réussir l'élargissement à l'Est, comme nous avons réussi l'élargissement au Sud, il faudra un nouvel effort de solidarité financière, au delà du 1% du Produit Intérieur Brut dans lequel on voudrait enfermer le budget européen.

Faut-il redouter une immigration massive et des délocalisations industrielles à l'Est ? En réalité, c'est en y investissant que nous réduirons les risques migratoires, au demeurant limités. Mieux vaut importer une main d'œuvre, dont nos pays vieillissants ont besoin, de pays culturellement proches de nous - en prenant bien sûr les mesures nécessaires contre l'immigration clandestine.

Pour ne point parler des problèmes linguistiques, de la corruption et de la criminalité, la principale difficulté est de savoir comment gouverner une Europe à vingt cinq, alors qu'on a déjà du mal à la gouverner à quinze. Cela résulte de l'insuffisante volonté politique de nos dirigeants qui a empêché l'adoption **avant** l'élargissement d'une Constitution renforçant à la fois la démocratisation de l'Europe et sa capacité de décider et d'agir.

Ce n'est pas l'élargissement qui est responsable des retards et des carences de la politique européenne. L'Europe fédérale, qui était l'objectif de Robert Schuman, a été bloquée le 30 août 1954 en France par le rejet de la Communauté Européenne de Défense. Elle l'a été une seconde fois par l'entrée du Royaume Uni dans la Communauté Européenne en 1972. Plus tard, Paris a laissé sans réponse les propositions allemandes (CDU) d'un noyau dur fédéral. Aujourd'hui le taux de soutien des citoyens à l'Union Européenne est tombé au dessous de 50%. La France et l'Europe doutent d'elles-mêmes et de leur modèle économique et social, apparemment incapable aujourd'hui d'assurer croissance et emploi et de relever les défis de la mondialisation.

Dans ces conditions, il est probable que l'Europe politique et l'Europe de la défense ne pourront avancer qu'avec les pays qui veulent aller plus vite et plus loin au sein de "coopérations renforcées".

Enfin, une grande ombre pèse sur l'avenir de l'Union Européenne : c'est celle de l'incertitude au sujet d'une adhésion de la Turquie. Grand pays musulman laïc, la Turquie est un partenaire important pour l'Europe. Mais ce n'est pas un pays européen. Son adhésion ouvrirait la voie à une extension indéfinie de l'Union Européenne, réduite dès lors à une grande zone de libre échange.

L'événement qui s'est produit le 1<sup>er</sup> mai nous laisse sur une interrogation majeure : est-ce une nouvelle étape du projet européen ou est-ce la fin du grand projet d'intégration politique qui était celui des "pères fondateurs" de la Communauté Européenne ? La réponse à cette question fondamentale ne nous est pas donnée aujourd'hui.

**Jacques Mallet**  
Président de l'Amicale du MRP

(1) Sondage CSA La Croix publié dans La Croix du 26 avril 2004.

## Dès les années 50, Robert Schuman prévoyait l'élargissement de l'Union aux peuples de l'Est

Trouvé dans les archives de Robert Schuman, voici un extrait de l'une de ses allocutions, prononcées probablement dans les dernières années 50 (tiré de la revue "France-Forum" n° 52 de 1963). Fac similé réduit à 90%.

Nous ne comprendrions pas, si, avant de terminer, je  
n'insistais pas sur un nouvel aspect du problème euro-  
péen. Nous devons faire l'Europe non seulement <sup>pour</sup> dans l'intérêt  
des peuples libres, mais <sup>uniquement</sup> pour accueillir les <sup>peuples</sup> ~~populations~~  
de l'Est qui, délinés des répressions qu'elles ont subies  
jusqu'à présent, nous demanderaient leur adhésion et  
notre appui moral.

Depuis de longues années, nous avons douloureusement  
ressenti la ligne de démarcation idéologique qui coupe l'Europe  
en deux. Elle a été imposée par la violence. Peine-t-elle  
à s'effacer dans la liberté!

Nous considérons comme tâche sacrée de l'Europe de  
ranger tous ceux qui ont le désir de en rejoindre dans  
une communauté reconstruite. Nous rendons hommage à leur  
courage et à leur fidélité, comme à leurs souffrances  
et à leurs sacrifices.

Nous leur devons l'exemple d'une Europe unie et fraternelle.  
Chaque fois que nous faisons don de nous contribuera pour  
eux une chance nouvelle. Ils auront besoin de nous  
dans l'immense tâche de réadaptation qu'ils auront à  
accomplir.

La communauté européenne doit créer l'ambition  
d'une compréhension mutuelle, dans le respect des par-  
ticuliarités de chacun; elle sera la base solide d'une coopé-  
ration féconde et pacifique. Ainsi s'édifiera une  
Europe nouvelle, prospère et indépendante.

Notre devoir est d'être prêts.

## FERNAND BOUXOM ET ANDRE DILIGENT EN "GEANTS DE LA FOI" LE 13 JUIN A LILLE SUR LE PARVIS DE LA CATHEDRALE

Dans le cadre des grandes fêtes du programme "Lille-2004, capitale européenne de la culture", le diocèse de Lille organise pour le dimanche 13 juin après-midi (jour de la Fête Dieu) une présentation à la foule, sur le parvis, ou à côté, de la cathédrale (Notre-Dame de la Treille), d'une trentaine de "géants de la foi" (nous en avons fait l'annonce dans notre numéro 100, page 4).

Parmi ces trente héros de la fête, se trouveront Fernand Bouxom (né en 1909 à Wambrechies, décédé en 1991 en banlieue parisienne, à Argenteuil) et André Diligent (né en 1919 à Roubaix, décédé en 2002 à Villeneuve d'Ascq), qui furent militants et parlementaires MRP (à propos de Bouxom, voir l'article de J.M. Leuwers pages suivantes).

Sur cette scène lilloise, ils auront pour compagnons en mannequins d'osier d'autres défenseurs de la cause des peuples victimes de l'injustice sociale, dont plusieurs personnages illustres ; tels le cardinal Achille Liénart, natif de Lille, qui, à 78 ans, fut l'un des constructeurs de l'église nouvelle sortie du concile Vatican II ; Oscar Romero, archevêque de San Salvador, assassiné en 1980 alors qu'il célébrait la messe ; un certain Guillaume de Rubrouck, qui fut missionnaire en Mongolie ; Frédéric Ozanam, fondateur de la Société Saint-Vincent de Paul...

C'est Jean-Marie Leuwers, ancien curé du quartier de Moulins à Lille, qui vient de nous donner ces renseignements. Il nous précise que la préparation de cette grande manifestation de la foi chrétienne – un travail considérable-, est réalisée par une équipe de bénévoles de la Pastorale de Lille, animée par Julient Collot.

Cette équipe informe le public sur Internet. Le 13 juin, devant la cathédrale, elle tiendra un stand, abondant en documents (textes et illustrations sur l'histoire des chrétiens engagés au service du peuple.

Le MRP et "l'aube" y auront leur part.

**J.P.**

***N.B.** Nous prions nos amis du Nord qui participeront à ces fêtes de penser un peu à nous et de nous envoyer quelques notes et surtout des photos, sans oublier "nos" géants ! Merci.*

Numéro 101

- **ABONNEMENT AU BULLETIN "LE MRP VOUS PARLE !"**
- **DON COMPLEMENTAIRE EVENTUEL**
- **COTISATION A L'AMICALE DU MRP**

- Abonnement et cotisation : 33 euros

- Abonnement seul : 16 euros

- Don complémentaire à l'abonnement pour assurer la survie du bulletin (facultatif)

- Cotisation seule : 20 euros

- Vos nom et prénom

- Votre adresse

- Votre téléphone

- Votre fax

- Rédigez votre chèque à l'ordre de : Amicale du MRP

- Montant du chèque :

- Remplissez ce bulletin et adressez-le avec votre chèque à

**Amicale du MRP, 133 bis rue de l'Université 75007 Paris**

- Date de votre envoi :

*Merci, sans vous, l'Amicale disparaîtrait !*

*Nous sommes déjà au*

*milieu de l'année....*

*Ne nous oubliez pas !*

## EN QUOI FERNAND BOUXOM ME PARAÎT-IL ÊTRE "UN GEANT DE LA FOI" ?

Je propose un début de réponse en utilisant les indications que Fernand Bouxom nous donne sur son itinéraire dans son récit autobiographique intitulé "Des faubourgs de Lille au Palais Bourbon";

Sa foi dans le Christ s'exprime tout d'abord dans sa réponse à l'appel de la JOC retransmis par les abbés Ernoul et Cardjin. Cela se passe à peu près vers les 15-16 ans, quand se prépare, à travers les relations du Patro, l'équipe de JOC. Avec ses amis, il entend l'abbé Ernoul répéter son expression favorite : "Mettre le christianisme dans toute la vie". Ses lectures sur la doctrine sociale de l'Eglise lui apprennent le principe fondamental de toute vie sociale : le respect absolu dû à toute personne humaine.

Cela rejoint et nourrit la révolte qu'il ressent devant la misère et les souffrances des jeunes ouvriers qu'il rencontre et qu'il connaît : l'astreinte au dur travail d'usine, qui compromet la santé, la tuberculose qui menace les plus faibles, la promiscuité de la courée, etc... Il entend Cardjin proclamer : "L'âme d'un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde". Dans les manifestations du 1<sup>er</sup> mai organisées par les socialistes, il voit "la revanche de tous les crève-la-faim". Et il écrit : "La misère ouvrière, plus encore que ma foi dans le Christ, constituait le moteur de mon action".

On voit comment se forme et s'entretient le dynamisme étonnant qui va provoquer ses décisions et orienter d'une façon définitive toute sa vie d'homme : une tension dialectique et une complémentarité vivante entre son expérience douloureuse de la condition ouvrière et sa foi chrétienne.

Il n'a pas encore 17 ans quand il fonde la première équipe de JOC ; il a 18 ans quand il lance, avec les responsables parisiens, le mouvement national. Un an plus tard, il accepte de quitter le travail et devient le premier permanent de la JOC pour la région lilloise : une véritable aventure ; et après son service militaire, il est appelé à Paris pour faire partie de l'équipe nationale des permanents de la JOC.

Le sens profond de ses engagements au service des jeunes travailleurs, Fernand Bouxom l'exprime quand, dans son autobiographie, il raconte ce que fut pour lui le vaste rassemblement du 50<sup>ème</sup> anniversaire en 1978 : "Ce fut une grande explosion de foi et d'espérance. La messe de Pentecôte en fut le sommet. Un souffle singulier anime cette foule ouvrière. Fraternellement unis, ils ne sont pas venus à la messe, ils sont la messe, la communion. Douze évêques, plus de 100 prêtres vont dialoguer avec ce peuple. C'est l'Eglise telle que le Concile l'a voulue ... Dans un grand silence, la multitude recueillera le Corps du Christ. Tout se termine dans l'apothéose, comme pour proclamer la mort vaincue et la résurrection triomphante. 150.000 cœurs ovationnent le "libérateur"... Ils pourront regagner leurs villes, leurs quartiers, leurs usines, leurs

bureaux, cette communion ne finira jamais". A travers le lyrisme, on sent que Bouxom déploie la foi qui a soulevé toute sa jeunesse et qui, sous des formes diverses, a continué de traverser toute sa vie adulte.

Car, après avoir quitté la JOC, il demeura pionnier dans toutes les étapes suivantes. Dès 1938, il est l'un des dirigeants de la LOC (Ligue Ouvrière Chrétienne) et, pendant la guerre, avec d'autres responsables, il l'oriente vers le MPF (Mouvement Populaire des Familles). Il participe à la diffusion du journal clandestin "Témoignage Chrétien" et devient à la Libération l'un des fondateurs du MRP (Mouvement Républicain Populaire) ; au sein de ce parti il contribue à créer les Equipes Ouvrières pour amplifier l'orientation sociale de cette formation. Dans toutes ses initiatives, on peut observer sa volonté de fidélité à la classe ouvrière.

Assurément il y eut dans cette existence de militant des moments et des périodes de combat sur lui-même ou avec son entourage. Ce fut d'abord au début de son action jociste : le timide qu'il était dut prendre sur lui-même pour se former, pour vaincre la peur de parler en public et devenir l'orateur chaleureux, convaincant et applaudi.

Autres affrontements : avec les militants socialistes et communistes. Il s'en explique à maintes reprises dans son livre ; d'une part il refusait leur doctrine et certaines de leurs méthodes, en particulier quand des adultes prenaient la parole au lieu de favoriser l'expression des jeunes ouvriers. Mais il se sentait proche d'eux ; devant les défilés socialistes, il raconte : "J'éprouvais pour cette foule un attachement douloureux. Je me sentais des leurs". Et, à l'Assemblée Nationale, après des débats vigoureux et sans concession, il le leur dira.

Autre période d'âpres combats : ce fut pour l'orientation du MRP. Une discussion entre Georges Bidault et Fernand Bouxom éclaire ce que fut la volonté de celui-ci : faire du MRP un parti véritablement populaire et social ; Bidault semble ne pas l'avoir compris ni voulu. Manifestement ce fut une grande souffrance pour le militant qui sentait toujours vibrer en lui les aspirations ouvrières. Il eut davantage l'occasion de manifester son attachement à la classe ouvrière et sa volonté de la servir quand, dans les dernières années de sa vie active, il eut directement contact avec les chômeurs : il s'appliqua à les aider "à se prendre en charge et à assumer leurs propres responsabilités".

Durant ses années de retraite marquées par la maladie, il fut hanté par deux questions qu'il expose loyalement. La première se posait à lui devant l'évolution importante qui a caractérisé la JOC durant l'histoire mouvementée des 50 années jusqu'au rassemblement de 1978 : la JOC est-elle restée fidèle à sa vocation ? Les contacts qu'il a eus durant cette journée mémorable de juin 1978 l'ont convaincu : "La JOC de ce jour ne peut être celle de 1928. Très heureusement elle n'est pas restée immobile et figée durant ce demi-siècle. Elle est restée vivante, fidèle à ses origines, présente dans le monde

d'aujourd'hui. Elle annonce des temps nouveaux... Ce rassemblement restera un des sommets de ma vie. Renée et moi remercions Dieu de nous avoir fait comprendre l'évolution de la JOC. Notre foi en l'efficacité de notre action et notre foi en Notre Seigneur Jésus-Christ en ont été renouvelées".

La deuxième question qui le préoccupait, c'est celle de sa fidélité personnelle à l'idéal jociste. Compte tenu de la transformation du monde et de l'étendue de ses responsabilités politiques et sociales, Fernand Bouxom nous fait cette confidence : "Ma réussite apparente, insensiblement, m'a inséré dans le milieu bourgeois. J'y ai des amis, je les estime beaucoup, mais je ne me sens pas des leurs... Je reste attaché par toutes les fibres de mon être au milieu populaire où le destin m'a fait naître et vivre". Quelques contacts avec d'anciens Jocistes lui font alors mieux voir "une longue histoire de vies militantes, toujours fidèles, parfois douloureuses, jalonnées de succès et d'épreuves. Chacune, chacun avaient sa place dans la grande aventure du mouvement ouvrier et dans la longue

marche du peuple de Dieu : ceux qui avaient détenu des responsabilités importantes, mais aussi tous ceux qui, présents au cœur de la vie ouvrière, poursuivaient obscurément l'action quotidienne. Quelle richesse de foi et quelle leçon, quel levain d'espérance pour redonner à l'homme sa véritable identité !" Sans idéaliser ce qu'ont été ses engagements, il perçoit qu'à travers les avatars de ses choix, il a pour sa part contribué au vrai progrès de l'homme.

Cette relecture de la vie militante de Fernand Bouxom ne vise pas à sacraliser les options qu'il a prises au fil des années ; elle cherche simplement à mettre en lumière ce qui fut le ressort intime de son combat : au cours de l'époque bouleversée qu'il a vécue, il s'est efforcé de concrétiser la conception ouvrière et chrétienne de l'existence que la JOC lui avait fait expérimenter. Et c'est en cela qu'il me paraît être un "Géant de la foi". Homme d'action, confronté à des situations neuves et appelé à des décisions graves, il s'est laissé guider par sa foi au Christ qui le portait à aimer et à servir les travailleurs dont il se sentait solidaire.

**Jean-Marie Leuwers**

ancien curé de la paroisse  
de Moulins à Lille

## Robert Schuman perdu et retrouvé

Durant le récent week-end des 8 et 9 mai, on a pu entendre plusieurs fois à la radio un enregistrement (sur un disque maintenant usé) de la voix (devenue aigrette) de Robert Schuman, lisant au Quai d'Orsay, le 9 mai 1950, sa déclaration où il annonçait le projet de Communauté européenne du charbon et de l'acier (Plan Schuman) :

*"... L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait... Par la mise en commun de la production de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhèreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix..."*

On n'en croit pas ses oreilles, ce 9 mai 2004 ! Manque d'habitude ! Depuis des décennies, les animateurs du monde politique et médiatique racontent au bon peuple – qui finit par les croire-, que la construction de l'Europe a commencé avec l'entente de Gaulle-Adenauer en 1963 (*à ce propos, nos lecteurs peuvent se reporter à notre bulletin numéro 82, page 5*). Que la réalité soit différente, peu leur importe ; l'essentiel, pour eux, est de bien réciter sa leçon et de plaire aux princes. Quelques uns de ces troubadours de l'entourloupe ont une excuse : une ignorance crasse de l'histoire, qui n'est plus une tare mais au contraire un motif de fierté...

Avant de faire sa déclaration fondatrice de la nouvelle entreprise d'union de l'Europe, le 9 mai 1950, Schuman avait eu pour principal interlocuteur Konrad Adenauer, précisément, le premier chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, choisi par le tout nouveau Bundestag depuis huit mois seulement. De Gaulle, lui, en était encore aux idées qu'il avait mises à l'épreuve après la Libération : démembrement de l'Allemagne et alliance de revers avec Moscou. Bien que ces idées foncièrement anti-européennes l'eussent conduit dans une impasse, il persévérait dans son combat contre la politique de Schuman, par des discours méprisants et en faisant voter ses "compagnons" parlementaires contre le traité de Paris qui consacrait le Pool charbon-acier (le 13 décembre 1951), contre le traité de Paris organisant la Communauté européenne de défense (le 30 août 1954), contre le traité de Rome créant la Communauté économique européenne (le 7 juillet 1957).

Que le Général se soit rattrapé en 1963 (le destin est souvent étrange : 1963, c'est l'année de la mort de Schuman), c'est heureux. Heureux mais tardif : le traité d'amitié et de coopération franco-allemand est signé à Paris par de Gaulle et Adenauer le 22 janvier et Adenauer (87 ans) quitte le pouvoir le 15 octobre. Il était temps !

Cela dit (et redit), merci à l'inconnu qui a retrouvé la voix du Père de l'Europe et a fait passer le disque sur les ondes en ce 9 mai 2004 ! Il mérite le titre d'historien.

Jacques Parini

## DEUX MILITANTS EXEMPLAIRES

Nous avons perdu au mois de mars deux membres importants de notre Amicale : Fernand Chaussebourg et Henri Poumerol.

Ils étaient très différents par leur personnalité et par la nature de leurs engagements, mais ils avaient en commun d'être restés jusqu'à la limite de leurs forces des militants ardents, fidèles aux idéaux du MRP, et des membres actifs de notre Amicale.

Adhérent dès 1945 du MRP naissant et proche collaborateur de son fondateur Georges Bidault, Fernand Chaussebourg avait une grande sûreté de jugement et une immense expérience de la politique française. Il y a joué un rôle de premier plan en tant que secrétaire général du Groupe MRP à l'Assemblée nationale, puis du groupe centriste au Sénat.

À la fois habile et convaincu, souple dans la tactique, intransigeant et déterminé sur l'essentiel, c'était un des sages de la République dont on sollicitait et écoutait les conseils. Il aurait pu dix fois être ministre. Son action allait plus loin et plus haut que l'administration des choses. C'est dans la connaissance des hommes et dans les relations humaines qu'il excellait. Il eût été le meilleur président pour notre Amicale. Je le lui ai dit souvent ...

Des amis, il en avait dans toutes les familles politiques et jusque dans les rangs des communistes. Dans la belle abbatale de Saint-Savin, beaucoup d'entre eux étaient réunis, venus de Paris, comme moi, ou de toute la région dont il avait été le président. Ses amis étaient encore nombreux à Paris, à Saint-Léon, le 17 mars, où une messe d'intention a été célébrée à sa mémoire.

Henri Poumerol, je l'ai connu dans les années 50 au secrétariat général du MRP, où il animait le service de presse avec beaucoup de dynamisme et d'efficacité. Il avait organisé un voyage à Luxembourg puis à Bonn pour le réseau de journaux proches du Mouvement, et nombreux à l'époque. Nous avons été reçus ensemble par le chancelier Adenauer. C'est un souvenir que l'on n'oublie pas.

Je l'avais perdu de vue par la suite. Je savais que, directeur à la radio, il était un des précurseurs des nouvelles technologies de l'information.

Au sein de l'Amicale nous n'avons pas toujours été d'accord, mais il a pris de bonnes initiatives : celle d'un supplément de "La Vie" à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950, que nous avons réalisé ensemble. Je n'oublie pas aussi que c'est lui qui a lancé l'idée d'un site Internet sur le MRP.

Après une opération réussie, Fernand Chaussebourg a été emporté par une maladie aux effets foudroyants. La dernière fois que j'ai pu le rejoindre à l'hôpital, il m'a demandé de rappeler, à l'occasion de la visite du président chinois, que c'est Georges Bidault qui avait été le premier à reconnaître la Chine en la faisant participer à la Conférence de Genève.

Henri Poumerol avait stoïquement supporté de nombreuses opérations. Il n'a jamais cessé de s'intéresser à l'action de l'Amicale. Il m'avait demandé lors de notre dernier entretien d'évoquer le souvenir de nos militants populaires, des députés et ministres les plus engagés pour le progrès social. Nous avons été nombreux à venir lui dire adieu à l'église d'Ablon.

Fernand et Henri nous ont laissé l'un et l'autre une grande leçon : le combat, toujours inachevé, qui est le nôtre depuis les origines du MRP, le combat pour l'épanouissement de la personne humaine, pour la justice sociale, pour l'union de l'Europe et la fraternité des peuples ; il faut le mener sans relâche. Il donne un sens à notre vie.

Jacques Mallet  
Président de l'Amicale



*"... il avait sa méthode, surtout quand l'enjeu était d'importance : commencer par un sourire, garder ce sourire, avoir les yeux presque mi-clos, faire parler l'autre, l'écouter, éviter tout mouvement d'humeur, s'abstenir de lui dire quelque chose qui paraîtrait brillant mais risquerait d'être pris pour un aveu ou de traduire une faiblesse."*

**voir page suivante**

## Fernand Chaussebourg : LE SENS POLITIQUE DANS LE SANG

**A** lui seul, Fernand Chaussebourg avait autant de sens politique que le Parlement français tout entier. Il connaissait, mieux que les experts consacrés, notre histoire parlementaire, avec sa trame anecdotique, riche en vérités humaines. Il la ressentait souvent mieux que ses propres acteurs, ce qui lui valait de pouvoir la raconter avec plaisir, amusement, humour et sérénité.

S'agissant de l'histoire des dernières décennies de la Troisième République, il l'avait lue dans les livres, durant son adolescence, mais il en avait trouvé une meilleure version ensuite, au début de la Quatrième, en observant au Palais-Bourbon libéré ce qui restait encore du régime d'avant, reste que Pierre-Henri Teitgen appelait les « sépulcres blanchis » pour en dénoncer les prétentions et l'esprit de revanche.

La Quatrième République, il l'a connue de bout en bout, sans interruption, par ses activités quotidiennes dans les cabinets ministériels MRP et comme secrétaire général du groupe MRP à l'Assemblée Nationale. Son rôle l'amena à découvrir et à comprendre la plupart des secrets du monde parlementaire, qui, à l'époque, était aussi le monde politique. Au moment des crises, quand l'avenir s'installait sur les genoux des dieux, on l'écoutait comme un oracle. Même ses collègues des autres groupes, alliés ou de l'autre bord, venaient le consulter quand ils doutaient d'eux-mêmes. Il était le seul, dans le personnel politique, à qui des élus de droite ou de gauche venaient faire périodiquement leurs confidences.

Sous la Cinquième République, le Groupe centriste du Sénat en fit son secrétaire général, avec mission d'en assurer la force et l'originalité. Ce fut pour lui une nouvelle expérience et une belle série de succès. Son ouverture d'esprit, la finesse de ses analyses, la pertinence de ses avis, son aptitude à créer des idées lui valurent intérêt et réputation dans l'ensemble du monde politique. Jusqu'au sommet, puisque François Mitterrand, président de la République, l'appela à participer au Comité d'études chargé de rechercher un nouveau mode d'élection des députés ...

**I**l avait le tempérament vif mais non pas violent. Il n'aimait pas l'affrontement direct. Il ne lançait pas de défi à son adversaire ; il le jugeait et il attendait que l'événement lui donnât raison. Il travaillait sans effort, mais il avait un but. Il était pressé quand l'heure tournait mais il savait être patient. Il se levait tôt dans un milieu où l'on se couchait tard.

Il était toujours disposé à la conversation, à l'explication, à la négociation, mais il avait sa méthode, surtout quand l'enjeu était d'importance : commencer par un sourire, garder ce sourire, avoir les yeux presque mi-clos, faire parler l'autre, l'écouter, éviter tout mouvement d'humeur, s'abstenir de lui dire quelque chose qui paraîtrait brillant mais risquerait d'être pris pour un aveu ou de traduire une faiblesse. S'il sentait que le moment de la conclusion n'arrivait pas, il se gardait de se montrer déçu et surtout d'approuver ou de désapprouver la thèse de son interlocuteur ; et celui-ci s'en allait, satisfait d'avoir été écouté avec sagesse et bonne volonté. Fernand Chaussebourg n'avait pas d'ennemis dans les couloirs du Parlement. Même ceux qui l'avaient abordé avec une certaine méfiance – en raison d'un désaccord politique ou d'une rivalité personnelle – ne regrettaient pas finalement

d'avoir parlé avec cet homme qui semblait posséder toutes les clés de la maison.

**F**ernand avait aussi des convictions en politique ; elles étaient nées de sa foi chrétienne, de son caractère, de son instinct. Elles étaient solides comme les tables de la loi et, aussi, dépourvues de tout sectarisme. S'il s'engagea dans l'action citoyenne dès sa jeunesse, ce fut parce qu'il recherchait la justice et la paix : la justice par la solidarité entre les hommes et entre les peuples, la paix par l'union, à commencer par une union des vieux pays européens, qui serait conduite jusqu'aux Etats-Unis d'Europe. Cette sensibilité, bien propre aux militants du MRP, le Père dominicain qui venait de l'accompagner pendant les quinze derniers jours de sa vie, au pied de son lit à l'hôpital, la découvrit tout de suite bien qu'il ne le connût pas ; c'est ce qu'il confia à la foule de ses proches et de ses amis lors de la messe d'intention qu'il célébra le 17 mars dans la crypte de l'église Saint-Léon, sa paroisse, dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

L'absence de sectarisme dans les relations avec autrui ne signifie pas forcément naïveté ou passivité. La route parlementaire, à l'époque où tout se réglait au Parlement ou du moins en fonction des humeurs des députés et des sénateurs, était semée de manœuvres, parfois simplettes, parfois savantes, très souvent tordues. Fernand Chaussebourg les sentait venir comme l'animal sent l'approche d'un tremblement de terre. Il était alors capable de monter des coups bien à lui pour leur faire barrage et déstabiliser ainsi leurs auteurs au moment où ils s'y attendaient le moins ; son excitation intellectuelle et sa joie de bon ouvrier étaient alors à leur paroxysme. Avec le recul du temps, ceux qu'il avait ainsi désarmés finissaient par reconnaître sa supériorité dans le genre et lui rendaient justice. On pourrait en faire un livre ...

Avec le même esprit inventif, il consacrait beaucoup de son temps aux élus noirs des territoires français d'Afrique. Il comprenait leurs problèmes, qui étaient différents de ceux de leurs collègues métropolitains. Il savait où et comment leur trouver des solutions. En retour, ces élus noirs lui accordaient une confiance à la hauteur de leur gratitude. Ainsi l'accord politique qui apparut durant des années à l'Assemblée Nationale le groupe MRP et le Groupe des Indépendants d'outre-mer, fondé par Léopold Sanghor, fut-il l'œuvre de Fernand Chaussebourg.

Cette collaboration se transforma souvent, avec le temps, en relations personnelles suivies, avec dîners chez lui, préparés par son épouse, Annette, qui était son principal soutien dans ses activités multiples et toujours recommencées et qui partageait avec lui ses convictions et l'intérêt de ces rencontres. Ainsi, Fernand Chaussebourg compta-t-il parmi ses amis Joseph Conombo, futur Premier Ministre de la Haute-Volta (désormais le Burkina)... et toujours membre de l'Amicale du MRP, en 2004, à 87 ans, Jean Aubame (Gabon), Hubert Maga (Dahomey), Ndiaye Sidi el-Mokhtar (Mauritanie), Jonah Ranaivo (Madagascar), Sanford (Polynésie française)....

**P**armi les convictions d'un républicain il y a l'utilité d'être vigilant à l'égard des menaces qui peuvent peser sur la République et l'obligation de combattre les complots montés par ceux qui exploitent les crises nationales à leur profit.

Cette conviction-là, Fernand Chaussebourg a montré qu'il l'avait, elle aussi, comme toute la famille MRP, en mai 1958 : il fut un résistant sur le front politique, sans calcul et sans compromission, face au putsch politico-militaire déclenché le 13 mai à Alger...

Le calme revenu, il garda sa liberté de jugement et d'action, à son poste de secrétaire général du Groupe parlementaire MRP, ce qui lui valut de susciter périodiquement, et pendant plusieurs années, l'intérêt des barbouzes du nouveau régime pour ses activités et pour les documents classés et déposés chez lui. Il y a des serrures qui s'ouvrent sans laisser de traces quand vous êtes absent...

Il n'acceptait pas ces méthodes et c'est lui qui, en 1962, avec quelques collègues des autres groupes, réunit dans une "Amicale Républicaine des Attachés Parlementaires" les secrétaires des groupes et les collaborateurs des anciens ministres de la Quatrième (à l'exclusion des communistes et des gaullistes) pour veiller ensemble au salut des règles républicaines. Cette association ne fut pas déclarée à l'Administration ; elle prospéra pendant quarante ans dans la clandestinité (devenue symbolique au fil des années), en recevant, plusieurs fois par an, dans des dîners-débats, de fortes personnalités (une centaine en tout) des mondes politique, diplomatique, scientifique, culturel, militaire, administratif, journalistique... Cette ARAP se donna plusieurs fois Fernand Chaussebourg comme président ; il avait les bonnes clés et les bonnes adresses pour ouvrir

l'amicale sur le monde en changement et on avait du mal à s'en passer.

Son expérience, basée sur soixante ans d'activités et de relations au cœur du monde politique, avec en plus ses mandats électifs en Poitou-Charentes, valait presque une encyclopédie des remèdes, ne serait-ce qu'au niveau des méthodes, pour les casse-tête qui troublent la conduite des affaires publiques. Il le savait et il en avait une certaine fierté, bien légitime, mais il n'en était pas toujours heureux car il se heurtait à la colossale ignorance de l'histoire contemporaine dans la nouvelle classe politique.

Récemment encore, il avait entendu un dirigeant se réclamer de Mendès-France et de de Gaulle tout en déplorant le retard pris par l'Europe depuis cinquante ans dans l'organisation d'un pouvoir politique appuyé sur une puissance militaire.

- C'est affligeant ! me disait-il. Mais que faire ?

Repose-toi, ami Fernand ! Tu as bien travaillé. Les autres ? Ils feront avec. Comme nous l'avons fait ensemble, toi et moi - tu t'en souviens, ami Fernand ! - quand le vent mauvais nous cinglait le visage ?

Jacques Parini (1)

(1) Collaborateur de Fernand Chaussebourg au Secrétariat du Groupe MRP de l'Assemblée Nationale depuis la nomination de celui-ci, en juillet 1950, jusqu'à la fin de janvier 1963.

## A l'assemblée générale de l'Amicale du MRP, le 24 mai

C'est au 133 bis rue de l'Université, le 24 mai, que l'Amicale du MRP a tenu son assemblée générale ordinaire de 2004, sous la présidence de Jacques Mallet.

Réunie dans l'après-midi, elle avait été préparée le matin par le Comité directeur, dont les membres déjeunèrent ensuite en commun dans un restaurant du quartier.

Elle a regroupé 21 adhérents, dont plusieurs n'avaient pas participé aux réunions des dernières années ; ce fut l'occasion de nouvelles retrouvailles, dans la joie qu'apportent l'amitié et la fidélité.

L'activité de l'année 2003 a été présentée par Henry Sportès, secrétaire général, l'état des finances par Bruno Coiraton, trésorier, la réalisation du site Internet par Jacques Mallet, la situation du bulletin "Le MRP vous parle !" par Jacques Parini et Marie-Thérèse Garde.

Toutes les décisions ont été prises à l'unanimité ou à une large majorité.

La composition du Bureau a été modifiée, deux de ses membres ayant décliné, pour raisons de santé, le renouvellement de leur mandat : Benoît Jeanneau, vice-président, et Henry Sportès, secrétaire général.

Après discussion sur la disponibilité des uns et des autres, l'assemblée a ratifié les propositions du Comité directeur pour les fonctions suivantes :

- Président : Jacques Mallet, ancien député européen.
- Vice-présidents : Marguerite Colin, Jean-Marie Daillet, ancien député, ancien ambassadeur.
- Trésorier, chargé du secrétariat général : Bruno Coiraton, assisté de Marie-Thérèse Garde.

## CHAGRIN

*Voici quelques souvenirs de jeunesse, parmi des centaines d'autres, écrits à la mémoire d'un vieux camarade resté jeune, pour essayer d'atténuer la peine de la séparation...*

L'ami Fernand aurait pu être député ou sénateur MRP de la Vienne dès la fin des années 50. Il ne le fut jamais.

- Il n'y a pas de place libre ! m'expliquait-il avant chaque renouvellement des assemblées, un peu amer quelquefois mais toujours souriant.

En juin 1951, je l'accompagnai à Saint-Savin-sur-Gartempe pour participer à la campagne des élections législatives. J'étais son chauffeur, au volant de la 4CV du Groupe MRP. Un long et beau voyage à l'époque ! Et quel accueil, le soir, dans les mairies ou les écoles ! Fernand, c'était un "pays". C'est durant ces jours-là que moi, qui connaissais le comté et le camembert, je découvris le chabichou.

Le MRP perdit un siège, celui d'Henri Gallet, avocat à Poitiers, maire de Benassay ; un homme formé dans la ligne du Sillon et intransigeant sur le respect des engagements pris !

Mais le MRP conserva celui de Pierre Abelin, qui se trouvait en tête de la liste. Et, parmi les quatre élus - répartis sur quatre listes rivales -, notre candidat arrivait le premier, devant le radical Adrien André, conseiller général de Saint-Savin, qui bouchait la route déjà ouverte à Fernand dans ses rêves, le RGR (Rassemblement des Gauches Républicaines) Gérard de Montjou, radical comme le précédent mais plus à droite comme l'étiquette ne le dit pas, et l'Indépendant Jean Raffarin, le père de l'autre.

Le MRP perdait 65% de ses voix par rapport aux législatives de novembre 1946 (il passait de 58000 à 20000 voix), mais il sauvait l'honneur. Nous nous en attribuâmes le mérite sans barguigner ; nous étions jeunes (nous avons moins de 30 ans), donc les plus beaux.

On nous avait dit qu'en vertu des règlements électoraux il nous faudrait arrêter de distribuer des tracts dès le vendredi soir précédant le jour du scrutin. Nous interprétâmes cette consigne de vieux au gré de notre fantaisie : le samedi matin, sur la route du retour en direction de Paris, depuis notre 4CV vitres ouvertes nous inondâmes la chaussée de milliers de papillons MRP jusqu'à notre sortie du département de la Vienne.

- C'est nous la mère P ! criait Fernand déchainé.

Pierre Abelin, notre élu, ne nous adressa pas de félicitations. Un oubli, peut-être. Mais il garda sa confiance à Fernand. Un peu trop même. Il prit peu à peu l'habitude, qu'il garda très longtemps, de lui téléphoner chez lui, le soir, plusieurs fois par semaine, pour lui demander des informations et son avis sur le choix à faire.

- C'est sûrement le "Grand Pierre" ! disait Fernand quand il entendait la sonnerie.

Avec les années qui passaient, nous prîmes du plomb dans la cervelle et Fernand partit à l'assaut des citadelles.

Il emporta d'abord le canton de Saint-Savin ; il s'illustra dans la restauration et la promotion de l'église abbatiale de cette belle cité et de ses fresques. Il la fit visiter par Herriot et il réussit à la faire inscrire au Patrimoine mondial de l'Unesco. Au Conseil général de la Vienne, il décrocha le rôle de rapporteur général du budget. Ce qui lui valut du travail mais aussi l'élargissement de son champ d'activités. Les préfets successifs de la Vienne se souviennent sûrement de lui, car il pratiquait déjà la politique "autrement", comme on dit aujourd'hui. Le débat s'annonçait-il houleux ? Fernand rédigeait un vœu propre à séduire tout le monde et demandait sa mise aux voix ; le vœu était voté à l'unanimité et le calme revenait. Le préfet était admiratif. Certes, la procédure de motion politique dans un conseil général n'était pas très réglementaire mais le préfet s'en accommodait, préférant une entorse au règlement à une bataille rangée. Les élus communistes eux-mêmes jouaient le jeu : comment s'opposer au texte qui répondait d'avance à toutes les questions et aux attentes de tout le monde ? Ainsi, Fernand devenait-il à Poitiers, sous le regard du préfet, le créateur et le symbole de l'union des républicains au service de la République ! Enfin presque ...

De toute façon c'était original et sérieux.

La preuve ?

Cinquante ans plus tard, le 27 juin 2003, le maire communiste de Saint-Savin a organisé une cérémonie publique regroupant toute la population en hommage à Fernand pour son rôle dans la renaissance culturelle du canton et son rayonnement mondial (voir "Le MRP vous parle ! n° 99, page 5).

*La suite de sa carrière est mieux connue : élection au Conseil régional de Poitou-Charentes, présidence de ce conseil, animation du Comité départemental du tourisme, promotion des jumelages avec les pays d'Europe et d'Afrique, présidence de la Fédération nationale des comités départementaux du tourisme, entrée au Conseil Economique et Social, Où il fut l'expert en tourisme...*

*Il était commandeur de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite, commandeur des Palmes académiques.*

J.P.

---

Trois membres fidèles et actifs de l'Amicale viennent de disparaître, nous causant à tous une grande tristesse : Fernand Chaussebourg (le 20 février), Henri Poumerol (le 6 mars) et Emile Arrighi de Casanova (le 18 avril).

Nous avons appris aussi, avec peine, le décès de la veuve d'Alain Poher (décédé le 9 décembre 1996) et, avec beaucoup de retard, la disparition de Louis Jaillon (le 14 janvier 2003), qui fut élu député MRP du Jura (circonscription de Saint-Claude) en novembre 1958 (il battit l'un des trois sortants, Edgar Faure).

Un de nos amis de la Marne nous a signalé le décès de Jean Lemaire, né en 1913 à Epernay, ancien conseiller municipal de cette ville, compagnon de Roger Menu et de Bernard Stasi.

Le 13 mai, nous avons appris le décès, à 86 ans, de José Bellec, membre de l'Amicale, déporté de la Résistance à Buchenwal, vice-président des Amitiés de la Résistance, préfet honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance.

Le 17 mai, nous avons appris le décès de Lucienne Fagon, membre de l'Amicale, veuve d'Yves Fagon, ancien député MRP. Jacques Gissinger a représenté l'Amicale à ses obsèques.

## CALENDRIER

L'histoire du deuxième trimestre de 1954 peut être divisée en trois chapitres principaux :

- Indochine et Conférence de Genève
- Communauté européenne de défense et cassure de la SFIO en deux blocs.
- Gouvernement et majorité parlementaire : de Laniel à Mendès-France.

Circonstance particulière : le Parlement est en vacances du 11 avril au 3 mai.

Comment se situent les activités du Groupe MRP de l'Assemblée Nationale dans la trame des événements ? Voici un calendrier établi pour répondre, au moins en partie, à cette question lors de la lecture des procès-verbaux de ses réunions.

• **30 mars 1954.** Deuxième assaut massif des troupes du Vietminh sur le camp retranché de Dien Bien Phu, en pays thaï (construit par les troupes françaises à partir du 20 novembre 1953 pour protéger le Laos contre une nouvelle invasion) ; le premier assaut a eu lieu le 13 mars.

• **31 mars 1954.** Dans un discours à Auxerre, suivi d'une déclaration à Paris, le maréchal Juin se prononce contre le traité de Paris instituant la CED ; à son avis ; "il manque de progressivité" ; "la vérité est sans doute dans un saine milieu, c'est-à-dire dans une solution de rechange".

Le Conseil des ministres se réunit dans la soirée et lui retire sa "vice-présidence militaire du Conseil supérieur des forces armées" et son rôle de "conseiller permanent du Gouvernement sur toutes les questions intéressant la stratégie générale française et la mise en condition et l'emploi des forces armées"

• **3 avril à 0h30.** A l'issue d'un débat houleux, l'Assemblée Nationale adopte en dernière lecture le budget de la Défense nationale pour 1954 (1110 milliards) ; les crédits affectés à l'Indochine s'élèvent à 626 milliards de francs (le budget total de l'Etat est fixé à 3400 milliards). Les socialistes votent contre. Les ex-RPF s'abstiennent.

Le budget de l'Education nationale, qui a été repoussé trois fois, est enfin adopté grâce à une cinquième lettre rectificative (du Gouvernement).

• **4 avril, place de l'Etoile.** Laniel et Pleven (ministre de la Défense nationale) se rendent à l'Arc de Triomphe pour la cérémonie de la Flamme organisée ce dimanche-là par l'Association des anciens du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient. Des groupes de manifestants crient "Vive Juin !" "Vive l'armée !" "Laniel démission !" et bousculent les membres du Gouvernement (Pleven reçoit une gifle). Le dispositif policier, plus réduit que d'habitude, ne peut pas intervenir efficacement. Laniel et Pleven regagnent leurs voitures sous la protection des généraux qui se trouvent dans leur entourage.

• **7 avril.** Dans une conférence de presse à Paris, de Gaulle approuve le maréchal Juin et lance un défi au Gouvernement et au régime en annonçant quelle sera sa participation aux cérémonies commémoratives du dixième anniversaire de la Libération : il ira seul à l'Arc de triomphe, "au milieu du peuple de Paris". A l'Assemblée, le Groupe URAS devient le Groupe des Républicains sociaux.

• **9 avril.** L'Assemblée Nationale adopte en dernière lecture un projet important de réforme fiscale, dans la préparation duquel le MRP a pris une part considérable ; elle retient pour la plupart les amendements apportés au texte par le Conseil de la République. Cette réforme comporte principalement : 1° des dégrèvements concernant les impôts directs (pour 240 milliards) ; 2° l'institution de la TVA, par étapes ; 3° la détaxation des investissements ; 4° une augmentation de l'impôt sur les sociétés, qui passe de 34 à 36% (rendement : 90 milliards) ; un encouragement à la souscription d'assurances sur la vie en rendant les primes déductibles des revenus jusqu'à un plafond de 200.000 francs.

Le même jour (on est à la veille d'une interruption de la session parlementaire), Laniel fait une nouvelle déclaration sur l'Indochine devant l'Assemblée Nationale : le Gouvernement met tout en œuvre pour sauver Dien-Bien-Phu et "maintenir, avec l'aide des Américains, notre effort militaire" ; il abordera "en toute liberté les pourparlers de Genève, avec la volonté de ne négliger aucune chance pour qu'ils aboutissent à la paix".

Cette déclaration vise à dissiper un malaise créé dans le monde politique par des rumeurs invérifiables qui ne seront élucidées que trois semaines plus tard : le soir du 4 avril, Coty a réuni discrètement un conseil des ministres, où il fait venir l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, suite au refus du Congrès d'autoriser l'intervention de l'aviation américaine en Indochine pour dégager Dien Bien Phu (la proposition lui avait été présentée par Forster Dulles, Secrétaire d'Etat, personnellement disposé à répondre "oui" à la demande que lui avait faite en mars le général Ely au nom du gouvernement français).

• **10 avril.** L'Assemblée Nationale arrête ses travaux jusqu'au 4 mai. Les troupes du Vietminh creusent des tranchées à un kilomètre de Dien Bien Phu.

• **13 et 14 avril.** Forster Dulles, après un entretien à Londres avec Anthony Eden, rencontre à Paris Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, qui prépare la Conférence de Genève. Dans un communiqué, les deux ministres parlent de la possibilité d'une défense collective en Asie mais font silence sur l'idée d'une intervention directe et immédiate des forces américaines en Indochine.

• **16 avril.** Richard Nixon, vice-président des Etats-Unis, déclare aux journalistes qu'au cas où il faudrait envoyer des troupes américaines en Indochine pour empêcher sa conquête par les communistes, le gouvernement des Etats-Unis devrait s'y résigner.

• **19 avril.** A l'issue d'un entretien avec le Président Eisenhower, Forster Dulles déclare "improbable" l'envoi de troupes américaines en Indochine.

• **23 avril.** A la réunion commune de leurs groupes à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, les Républicains sociaux (ex-URAS, ex-RPF) attaquent vivement Bidault dans un communiqué et menacent Laniel de retirer leurs ministres (ils sont cinq, dont un ministre d'Etat, Edouard Corniglion-Molinier, et le secrétaire d'Etat aux relations avec associés, Marc Jacquet).

• **25 avril** Revenu de Saïgon à Paris (le 10 avril), reçu au Château de Vizille par Coty (le 16) puis par Laniel à Mâgignon (le 21), l'empereur Bao Daï déclare que "le Vietnam n'a pas toutes les assurances concrètes que son unité et son indépendance de partenaire librement associé sont complètement garanties" et que les projets de partage du Vietnam en vue d'un règlement pacifique du conflit constituent "un défi au sentiment national vietnamien". A Hanoi, les journaux titrent "Trahison française".

- **26 avril.** Ouverture à Genève de la Conférence sur l'Asie, décidée le 18 février par les Quatre Grands à la Conférence de Berlin. Au cours de cette conférence de février, Bidault a demandé la participation de la Chine ; l'objet principal de cette rencontre internationale était la Corée.

- **27 avril.** Quelques instants après sa réélection à la présidence du Conseil économique, Léon Jouhaux, 74 ans, meurt d'une crise cardiaque. Secrétaire général de la CGT à partir de 1909, il a fondé en 1947 la CGT-Force Ouvrière.

- **30 avril.** Réuni dans la soirée à l'Élysée, le Conseil des ministres discute de la tactique à adopter à Genève, où se trouve Bidault ; il lui adresse ses félicitations. Membre du Groupe des Républicains sociaux qui a cinq ministres au Gouvernement, Gaston Palewski, député de la Seine, très proche de de Gaulle (ne pas confondre avec Jean-Paul Palewski, député de la Seine-et-Oise, ex-MRP), déclare : "L'intérêt national exige que le pays n'ignore pas plus longtemps que nous sommes devant les décombres d'une politique extérieure..."

- **1<sup>er</sup> mai.** Le Vietminh déclenche une violente offensive contre Dien-Bien-Phu alors que l'on commence à parler de l'Indochine à la Conférence de Genève.

- **4 mai.** Dès le premier jour de la rentrée parlementaire, des critiques très vives sont lancées contre Bidault, qui est à Genève. Motif principal ; le Gouvernement ne cache-t-il pas au Parlement qu'il cherche à internationaliser le conflit plutôt qu'à obtenir un cessez-le-feu en s'adressant directement au Vietminh ? Principaux attaquants : le progressiste Gilbert de Chambrun, le président du Groupe socialiste, Charles Lussy (sur un ton modéré), le communiste Laurent Casanova, l'ex-MRP André Denis, l'ex-RPF Louis Vallon, le radical Edouard Daladier, l'Indépendant Jacques Bardoux.

Laniel répond qu'il acceptera le débat "dès que les travaux de Genève le permettront".

Chaban-Delmas, président du Groupe des Républicains sociaux, d'habitude acerbe à l'égard du Gouvernement, accepte cette méthode.

Le président du Conseil provoque une réunion du Conseil des ministres, à l'issue de laquelle il pose la question de confiance.

Le scrutin a lieu le 6 mai. La confiance est accordée par 311 voix contre 263.

Les 311 : les Indépendants et Paysans, les MRP, les ARS, 53 radicaux et 10 UDSR, 37 républicains sociaux.

Les 263 : communistes et progressistes, socialistes, 28 républicains sociaux, 18 radicaux dont Mendès-France, 7 UDSR dont Mitterrand.

- **7 mai.** Dans la soirée, on apprend la chute de Dien-Bien-Phu. Laniel, à l'Assemblée Nationale, rend hommage à l'héroïsme des défenseurs.

- **8 mai.** A Genève, Bidault fait des propositions : adopter le principe d'un arrêt général des hostilités en Indochine ; retrait du Laos et du Cambodge des troupes qui ont envahi ces deux Etats indépendants ; s'agissant du Vietnam "la solution la plus juste du problème politique ne peut être trouvée et définitivement assurée que lorsque la population sera en état de faire connaître sa volonté souveraine par le moyen d'élections libres".

Le même jour, à Saïgon, le général Navarre, commandant en chef, explique que la défaite des troupes françaises à Dien-Bien-Phu est due à l'accroissement rapide de l'aide russe et chinoise au Vietminh en artillerie (canons de 105 et de 155), en DCA et en camion (Molotov). Il précise que les tirs de l'artillerie du Vietminh sur le camp retranché ont été aussi denses que ceux de l'artillerie allemande sur Verdun en 1916.

- **10 mai.** A Genève, M. Dong, représentant du Vietminh, expose un contre-projet : les troupes étrangères (françaises) doivent se retirer du Vietnam, du Laos et du Cambodge ; un gouvernement unique sera constitué dans chacun de ces Etats ; des élections libres seront préparées par des comités comprenant "des représentants des deux parties" sans "aucune ingérence étrangère" ; la délégation du Vietminh déclare en outre "son intention d'examiner la question de son association à l'Union française" et "reconnaît les intérêts économiques et culturels de la France dans le Vietnam".

- **11 mai.** L'Assemblée Nationale est saisie d'une série de demandes d'interpellations, dont celle de Raymond Dronne, républicain social (qui commandait le premier char de la 2<sup>e</sup> DB arrivé devant l'hôtel de ville de Paris en août 1944). Laniel propose de constituer une Commission spéciale chargée "d'exercer le contrôle parlementaire". Il se heurte à Christian Fouchet, républicain social, qui rend Pleven personnellement responsable de la défaite ; ainsi qu'à Mitterrand : la condition morale pour négocier la paix ou pour conduire la guerre c'est l'adhésion, la ferveur, la compréhension de tout un peuple qui la déterminent. Laniel ne réplique pas. Sauf en déposant une question de confiance sur le renvoi des interpellations à la suite.

- **13 mai.** Laniel prononce un long discours, exposant qu'une crise ministérielle servirait "fatalement l'esprit de capitulation". Pierre André, Indépendant (comme Laniel) attaque vivement Pleven. Robert Lecourt apporte le soutien du MRP "au gouvernement de la France qui négocie et qui se bat". La confiance est votée par 289 voix contre 287 (42 républicains sociaux sur 75 votent contre).

- **16 mai.** Une élection législative partielle dans le Pas-de-Calais montre qu'en province les réactions d'humeur sont plus lentes à se manifester qu'à Paris et que les clivages électoraux y sont plus stables.

Un premier tour de scrutin a eu lieu le 2 mai ; le communiste Coquel est arrivé en tête devant le socialiste Delabre, le MRP Louis Beugniet (député de 1945 à 1951, ancien président de la Commission du Travail), et l'Indépendant de Diesbach. Au second tour, le socialiste est élu grâce au report des voix MRP.

Le même phénomène, qui traduit la solidité électorale du couple MRP-SFIO dans certaines régions, va se reproduire le 30 mai dans le Maine-et-Loire.

- **20 mai.** Laniel refuse de recevoir Pierre Garet, député de la Somme (ex-MRP), président du Groupe des Indépendants, qui voudrait s'expliquer sur un article qu'il a donné quelques jours auparavant au journal régional "Le Courrier picard".

Dans cet article, Garet fait état de conversations qu'il a eues avec des personnalités politiques, des ministres et le président de la République en vue d'obtenir un effacement volontaire du président du Conseil.

Laniel n'apprécie pas d'avoir appris ces démarches, effectuées par le président de son propre Groupe, par la voie de la presse.

La crise politique et morale sévit à peu près partout : chez les modérés, parmi les républicains sociaux, au sein des radicaux et à l'UDSR ; elle coupe le Groupe socialiste en deux.

- **27-30 mai.** Le MRP tient à Lille son congrès national. C'est le dixième depuis sa fondation en 1944 (*voir Etienne Borne, notre numéro 100, page 36*). Teitgen : "Nous ne sommes prisonniers d'aucune majorité". Colin souhaite "le retour à une majorité sociale et européenne". Léo Hamon : "Il ne suffit pas de souffrir dans une majorité, il faut savoir en sortir".

• **29 et 30 mai.** La SFIO tient un congrès national extraordinaire, organisé par la direction du parti, qui est à la recherche des moyens propres à éviter la cassure entre partisans et adversaires de la CED. C'est le Groupe socialiste de l'Assemblée qui donne l'image de cette cassure : sur 105 députés socialistes, 58 ont annoncé leur refus de ratifier le traité alors que le Comité directeur y reste favorable.

Le Congrès exclut d'avance toute sanction automatique contre ces élus. Les jeux sont donc faits : les élus socialistes sont en majorité emportés par le courant nationaliste qui traversa tous les partis.

• **30 mai.** Une élection législative partielle dans le Maine-et-Loire confirme la solidité du couple électoral (à la base) MRP-SFIO, déjà constatée dans le Pas-de-Calais le 16 mai.

Elle intervient à la suite du décès de Joseph Le Sciellour, député MRP.

Le premier tour a eu lieu le 16 mai. Jean Sauvage, candidat du MRP, est arrivé en tête avec 34% des voix, devant l'Indépendant de Blois (22%), le communiste Morand (13%), trois divers-droite (19% ensemble), le socialiste Marmin (6,5%), le radical Daneau (5,9%).

Au second tour, Jean Sauvage garde quatre adversaires : le communiste, l'Indépendant et deux divers-droite (qui ont fait 12,7% au premier tour).

Résultat final le 30 mai : grâce au retrait du socialiste, Jean Sauvage est élu avec 49% des voix contre 24% au candidat Indépendant et 12,7% aux divers-droite.

• **31 mai.** Dans la soirée, la démission du secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés d'Indochine, Marc Jacquet (député de la Seine-et-Marne, réélu en 1951 avec l'étiquette RPF, membre du Groupe des républicains sociaux) est rendue officielle.

La raison ? D'après Matignon, c'est une lettre de Jacquet (découverte au journal "L'Express") approuvant la publication, le 27 février 1954, d'un article exposant ses propres idées, différentes de celles du Gouvernement, sur l'Indochine. Jacquet réplique : "Au sein de ce gouvernement de coalition, des divergences d'opinion existent sur les solutions à apporter aux problèmes d'Indochine, divergences que je ne prétends point seul représenter. Ma position personnelle est bien connue".

Certes mais ce qui est moins connu, ce sont les contacts fréquents et discrets que, depuis des semaines, Jacquet entretient avec Mendès-France, engagé dans une vive critique de l'action conduite par Bidault pour aboutir à la Conférence et pour y rechercher une solution politique au conflit.

Laniel propose à un autre républicain social, Raymond Schmittlein, député de Belfort, de remplacer Jacquet. Son souci, c'est d'atténuer la fronde de ce groupe qui, officiellement, le soutient mais qui, en vérité, veut précipiter sa chute. Schmittlein dit "oui en principe"; Laniel fait publier sa nomination au Journal Officiel du 2 juin. Erreur : à la réunion de son groupe, Schmittlein est invité à se retirer ; ce qu'il fait. Le président du Conseil, qui garde son idée, sollicite alors un autre élu de la famille gaulliste, membre du Groupe de l'Action républicaine et sociale : Edouard Frédéric-Dupont, député de la Seine et président du Conseil municipal de Paris. Et ça marche ! Sa nomination sera publiée au JO du 5 juin.

• **1<sup>er</sup> et 2 juin.** La discussion des interpellations sur l'Indochine et Genève s'ouvre le 1<sup>er</sup> juin à l'Assemblée Nationale. C'est une offensive presque générale contre le Gouvernement, comme si personne n'avait jusque là approuvé cette politique dans quelques dizaines de scrutins ! On entend le socialiste Max Lejeune, ancien Secrétaire d'Etat à la Guerre, le progressiste Pierre Meunier, qui soupçonne Bidault de vouloir à tout prix internationaliser le conflit (qui l'est déjà par l'intervention massive, en matériel et en conseillers, des Soviétiques et des Chinois), le communiste Pronteau, l'apparenté UDSR-ex RPF Caillet, le républicain social Dronne, le général de Monsabert, du même Groupe, le communiste Malleret et le MRP André Monteil, qui, à titre personnel, critique les méthodes gouvernementales et récusé l'accusation de faire du neutralisme.

L'Assemblée renvoie la suite de la discussion au 9 juin...

Singularité persistante de ces débats violents sur l'Indochine et la Conférence de Genève : tous les orateurs, sauf Mitterrand, sont des adversaires de la Communauté européenne de défense. Hasard ? Impossible ! La vague du nationalisme continue à grossir dans le monde politique ; l'esprit communautaire nécessaire à la conception d'un pouvoir politique (il est prévu dans le traité) disposant d'une armée puissante pour assurer son indépendance y est encore minoritaire. Le MRP est en avance, dans ce domaine, de plusieurs décennies; il est peu à peu isolé au sein du Parlement.

• **9 juin.** La Commission des Affaires étrangères est appelée à se prononcer sur le rapport du socialiste Jules Moch qui conclut au rejet du projet de ratification du Traité de Paris instituant la Communauté européenne de défense. Ce rejet est adopté en raison de la dissidence socialiste : 24 voix (dont 6 socialistes) contre 18 et 2 abstentions.

Les 6 socialistes qui enfreignent ainsi les décisions du Congrès de la SFIO à Puteaux sont Daniel Mayer, ancien secrétaire général du parti, Jean Bouhey (Côte d'Or), Robert Lacoste, Jules Moch, Marcel-Edmond Naegelen, Eugène Montel (Haute-Garonne), suppléant de Robert Verdier (Seine).

En séance publique, le même jour, Bidault fait un discours que toute la presse va juger très important : "Il est évident que l'issue rapide du conflit ne peut être la victoire totale ni des uns ni des autres".

Il est suivi à la tribune par Mendès-France, qui l'accuse de "jouer à cache-cache avec nos adversaires"... "Ah, Messieurs, qui nous expliquera les zigzags, les manœuvres et les contre-manœuvres, les marches et les contremarches de notre diplomatie à Berlin, depuis Berlin et à Genève ?"

Laniel réplique en montrant des qualités oratoires d'à-propos qui s'étaient peu révélées jusque là ; il rappelle ce que Mendès-France disait un an plus tôt, le 4 juin 1953, en sollicitant l'investiture de l'Assemblée Nationale : "*L'Assemblée admettra que je ne m'explique qu'avec prudence et discrétion sur l'Indochine. Dans une large mesure, je devrais lui demander de faire confiance à mon patriotisme. Je trahirais ce patriotisme si je parlais ici avec une légèreté et une imprudence qui seraient grandement coupables*".

• **10 juin.** Dans la nuit du 9 au 10, à la suite d'une réunion du Conseil des ministres, à 2 heures, Laniel pose la question de confiance – contre la priorité et l'adoption des ordres du jour de Lussy (SFIO), Caillet (UDSR) et Duclos (communiste). Le scrutin aura lieu le samedi 12 juin.

• **12 juin** L'Assemblée refuse la confiance au Gouvernement Laniel par 306 voix contre 293. La majorité absolue (314) n'étant pas atteinte, la procédure de dissolution de l'Assemblée n'est pas ouverte. Est-ce l'effet du hasard ou d'un calcul (ouvrir la crise mais sans prendre le risque de provoquer de nouvelles élections) ?

La réponse est dans le scrutin du 9 juin (intervenu sans question de confiance) refusant la priorité à un ordre du jour (Frédet et Raingeard) favorable au gouvernement : 322 voix contre 263. En effet, en trois jours, le nombre des censeurs est descendu de 322 à 306 et celui des votes favorables est monté de 263 à 293, phénomène conforté par une augmentation du nombre des abstentions.

Ces transferts, dus à la prudence, ont été effectués par 4 radicaux, 11 républicains sociaux (dont Chaban-Delmas), 1 républicain indépendant (Fourcade), 1 indépendant-paysan (Isorni), 3 Paysans, 3 ARS et 2 UDSR.

Ont maintenu leur censure, parmi les groupes représentés au Gouvernement : 12 UDSR (sur 24), 33 radicaux (sur 76) et 44 républicains sociaux (sur 75).

• **17 juin.** Mendès-France sollicite l'investiture de l'Assemblée Nationale. Au nom du Groupe MRP, Germaine Poinso-Chapuis lui demande de préciser ses projets sur la négociation engagée à Genève et sur la CED.

• **18 juin.** A 2 heures, Mendès-France est investi par 419 voix contre 47 et 143 abstentions.

Cette majorité regroupe les 95 communistes, les 4 progressistes, 104 socialistes (sur 105), 10 MRP (sur 88), 72 radicaux (sur 76), 19 UDSR (sur 24), les 15 Indépendants d'outre-mer, 59 républicains sociaux (sur 75), 5 ARS (sur 33), 12 Indépendants (sur 53), 4 Indépendants-Paysans (sur 27), 13 Paysans (sur 22), 7 non-inscrits (sur 9).

C'est la "famille modérée" (Indépendants et Paysans), où se rassemblent 102 députés, qui est la plus divisée : 29 pour, 33 contre, 35 abstentions volontaires.

Parmi les 88 membres du Groupe MRP, il y a 74 abstentions volontaires, 1 voix contre et 10 voix pour : celles de Jean Aubin (Hautes-Alpes), Henri Bouret, Robert Buron, Paul Couston, Pierre Elain (Mayenne), Jacques Fonlupt-Esperaber, Henri Hulin (Aisne), André Monteil, François Reille-Soult, Sékou Sanogo (Côte d'Ivoire). ( Voir "Histoire secrète"). La décision du Groupe a été expliquée à la tribune par Jean Lecanuet. La voix "contre" est celle d'André-François Mercier (Deux-Sèvres).

• **19 juin.** Mendès-France forme son gouvernement. Aucun des trois grands partis qui formèrent successivement les bases de la majorité tripartite (sous de Gaulle à la Libération) puis de la majorité de Troisième Force (SFIO et MRP) n'y est représenté. Sa trame est constituée de radicaux et d'UDSR., de 7 députés élus en 1951 avec l'étiquette RPF, de 6 Indépendants et Paysans, d'un IOM-ex MRP (Aujoulat) ; c'est un cabinet de centre-droit qui doit son existence au soutien de la SFIO.

Deux députés MRP en sont membres : Robert Buron, comme ministre de la France d'outre-mer, et André Monteil comme secrétaire d'Etat à la Marine (fonction qu'il a déjà eue en 1950 et 1951). Ils n'engagent en aucune façon le MRP.

Mendès-France, aussitôt après l'investiture, a vu Lecourt et a offert plusieurs portefeuilles au MRP. Le Groupe, à l'unanimité moins 4 voix, a refusé toute participation ( voir "Histoire secrète").

• **23 juin.** Le Bureau du Groupe MRP fait savoir que Buron et Monteil ne font plus partie du Groupe.

A Berne, Mendès-France s'entretient avec le Chinois Chou En Lai.

• **24 juin.** L'Assemblée Nationale approuve la composition du nouveau gouvernement par 433 voix (dont celles des communistes) contre 23. L'abstention du RMP est expliquée à la tribune par Robert Lecourt.

## PETIT JOURNAL DE NOTRE COLLECTE

4024 euros en 2003, 1036 durant les 4 premiers mois de 2004

Les dons que nous sollicitons parmi nos amis depuis la mi-octobre 1998 afin d'assurer la survie du bulletin "Le MRP vous parle !" – le montant modeste de l'abonnement n'y suffisant pas-, continuent de nous parvenir. Durant l'année 2003, ils nous ont apporté 4024 euros (26.396 francs); une somme bien supérieure au produit des abonnements eux-mêmes maintenus volontairement à un niveau bas. En 2004, entre le Nouvel An et le 3 mai, nous avons reçu 1036 euros (6.796 francs).

Les noms des quatre donateurs de janvier 2004 figurent dans la liste publiée dans notre numéro 100. Voici la liste des vingt et un amis dont nous avons enregistré les dons depuis février jusqu'au 3 mai 2004 ; ils nous ont donné 977 euros (6.409 francs).

• Jacques Baudet, à Angoulême	17	• Jean Madelain, à Fougères (35)	17
• Marc Billiet, à Valenciennes	27	• Jacques Mallet, à Paris (14è)	100
• Thérèse Debatisse, à Palladuc (63)	20	• Monique Mestayer, à Douai	17
• Marie-Thérèse Garde, à Boulogne-Billancourt	98	• Ouest-France, à Rennes	200
• Roger Hennuyer, à Paris (8è)	17	• Daniel Peyredieux, à Chailly-en-Bière (77)	7
• François-Régis Hutin, à Rennes	17	• M. Prunières, à Versailles	2
• Pierre Keuten, à Vanves	17	• Jean Sauvage, à Angers	200
• Léon Lapra, à Lyon (6è)	27	• Jean Seitlinger, à Rohrbach-les-Bitche (57)	100
• Perrine Lassagne, à Plessis-Tréville (94)	42	• Henriette de Véricourt, à Paris (7è)	4
• Henri Le Corno, à Paris (16è)	17	• Jean-Marie Wetzels, au Cannet (06)	17
• Jean-Marie Leuwers, à Lille	14	Total	977

*Amis lecteurs,*

*Vos dons représentent 57% de nos recettes et vos abonnements seulement 43% ...  
Restez généreux !*

# HISTOIRE SECRETE

## des députés MRP - 2<sup>ème</sup> trimestre 1954

Durant le deuxième trimestre de 1954, les activités, les décisions, et leur motivation, du MRP apparaissent autant dans les interventions de ses élus et de ses ministres dans les séances de l'Assemblée Nationale que dans les réunions du Groupe.

Ce phénomène est dû à la longueur de l'intersession parlementaire de printemps- du 11 avril au 4 mai-, et à la nature des événements cassure de la majorité sur la CED et exploitation, au niveau des rivalités politiques, de la Conférence de Genève sur la paix en Indochine.

C'est pourquoi nous recommandons à nos lecteurs de se reporter à notre calendrier (pages précédentes) avant d'en venir à notre "Histoire secrète" (procès-verbaux des réunions du Groupe).

### • Jeudi 1<sup>er</sup> avril 1954 à partir de 14 heures (30<sup>ème</sup> réunion de l'année)

**Roger Devémy** (Saône-et-Loire) préside.

**Charles Viatte** (Jura) expose l'évolution des rivalités politiques qui se développe autour du projet de **budget de l'Education nationale**.

Il importe pour nous, MRP, de rester sur le plan technique, comme le veulent les étudiants eux-mêmes.

Je rappelle qu'Edgar Faure (ministre des Finances et des Affaires économiques) a refusé de prendre quelque engagement que ce soit sur la revalorisation de la fonction enseignante, pourtant prévue grâce à l'utilisation des économies éventuelles. Au nom de Force Ouvrière, Neumayer a averti le ministre que la revalorisation des enseignants entraînerait des revendications chez tous les fonctionnaires. Ce chantage a braqué Edgar Faure. La CFTC a en conséquence rompu le cartel d'action qu'elle avait réalisé avec FO. Il faut maintenir notre pression sur le ministère des Finances sans nous mêler aux querelles des syndicats et des catégories de personnels. Les étudiants nous en sauront gré.

**Robert Lecourt** (Seine), président du Groupe.- Je pense que le Gouvernement doit réunir les représentants de la majorité pour qu'ils puissent avoir une attitude commune. Le MRP ne doit pas se mettre en flèche d'un côté ou de l'autre... Quelles sont les difficultés à venir dans les prochaines semaines ? Edgar Faure veut dire non à tout, pour apparaître comme l'homme de la rigueur et pour viser la succession de Laniel. Le jeu est d'amener le MRP à provoquer la chute de Laniel, comme il l'a fait pour Pinay, au profit des radicaux, restés en observateurs. Trouvons une formule pour nous en sortir avec dignité et nous permettre de voter le budget.

**Marie-Madeleine Dienesch** (Côtes-du-Nord).- Je propose la solution suivante : obtenir un chiffre pour la revalorisation de la fonction enseignante en accord avec Edgar Faure et André Marie (ministre de l'Education nationale). Sans quoi nous ne pourrions pas voter le budget.

**Maurice-René Simonnet** (Drôme).- Il est plus facile et aussi efficace de demander des assurances verbales à Edgar Faure.

**Robert Lecourt**.- Je suggère néanmoins que la demande soit faite à André Marie.

### • Mardi 6 avril à partir de 14 heures (31<sup>ème</sup> réunion)

• **Jules Duquesne** (Nord) préside.

• **Robert Bichet** (Seine-et-Oise).- L'accord qui avait été conclu entre les groupes au sujet de la présidence de la **Haute-Cour de justice** a été rompu : il y a concurrence désormais entre le socialiste Edouard Depreux (Seine) et le RPF Robert Montillot (Haute-Saône). Je propose que nous respections l'accord et que nous votions pour Depreux.

Le Groupe donne son accord (et Depreux sera élu).

.....  
**Paul Bacon**, ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.- La rédaction des **zones applicables aux allocations familiales** entraînerait une dépense de 34 milliards pour le seul régime général : au total, on atteindrait 70 milliards... Toutefois, à la demande des ministres MRP, le Gouvernement a prévu des arrêtés modifiant la frontière des zones ; un projet de loi, nécessaire, sera déposé demain.

**Charles Viatte**.- Je m'étonne que le Gouvernement n'ait pas déposé ce texte plus tôt.

.....  
**Robert Bichet** annonce, à propos de la demande d'interpellation de Charles Lussy sur l'**Indochine**, que le président du Groupe socialiste propose au surplus que le débat se déroule en **comité secret**.

**François Reille-Soult** (Tarn).- Ce n'est pas sérieux ! Les communistes seraient présents !

**Robert Bichet**.- Oui, il faut demander à Lussy de renoncer à sa proposition.

**Joseph Defos du Rau** (Landes).- Au surplus, l'annonce d'un débat parlementaire en comité secret provoquerait la panique dans l'opinion.

Décision : le Bureau du groupe prendra contact avec la SFIO.

**Fernand Bouxom**.- S'agissant des **manifestations de dimanche dernier à l'Arc de Triomphe**, je pense que nous devons évoquer cette affaire en séance tout à l'heure.

**Robert Bichet**.- Une motion serait insuffisante.

**Charles Viatte**.- Cette affaire vaut un débat public.

**Alfred Coste-Floret** (Haute-Garonne).- Oui !

**Joseph Ranaivo** (Madagascar).- Je demande au contraire beaucoup de prudence.

**Joseph Dumas** (Seine).- Je suis hostile à une interpellation.

Par 8 voix contre 8, le Groupe rejette l'idée d'une interpellation.

**Edouard Moisan** (Loire-Inférieure), qui revient de la Conférence des présidents.- Le gouvernement refuse un débat en comité secret.

**En séance publique**, ce 6 avril, **Charles Viatte** intervient dans la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les territoires et les départements d'outre-mer.

Il a participé à une enquête parlementaire sur la **situation sociale dans les départements antillais**. A son avis, la crise du logement, l'état sanitaire, la pauvreté de l'équipement scolaire commandant une action urgente.

Le même jour, le **Groupe fédéraliste du Parlement** se réunit au Palais-Bourbon pour désigner son bureau.

**Pierre Schneider**, député MRP de la Marne, est élu président. Parmi les sept vice-présidents, se trouve Robert Bichet.

Schneider succède à ce poste à René Coty, élu président de la République en décembre 1953.

• **Jeudi 8 avril à partir de 14 heures (32<sup>e</sup> réunion)**

**Henri Lacaze** (Tarn-et-Garonne) préside la réunion.

.....

**Fernand Bouxom**.- Le Gouvernement doit faire une déclaration sur l'Indochine avant les vacances parlementaires. C'est son intérêt. L'opinion publique ne comprendrait pas le silence du Parlement et du Gouvernement.

**Henri Lacaze**.- Le bureau du Groupe est défavorable à la discussion de l'interpellation préparée par la SFIO : il s'agit d'une manœuvre politique pour abattre le Gouvernement. En revanche, le bureau souhaite une déclaration spontanée du Gouvernement.

**Joseph Dumas**.- Oui, disons-le à Laniel !

**Francine Lefebvre** (Seine).- Oui !

**Edouard Moisan**.- Prenons d'abord contact avec les ministres MRP.

**Henri Dorey** (Belfort).- Oui !

**Fernand Bouxom**.- Il faut que le gouvernement soit informé tout de suite du sentiment du Groupe !

**Henri Lacaze**.- D'accord, ce sera fait.

*Laniel fera cette déclaration "spontanée" le 9 avril (voir notre calendrier).*

**Mardi 4 mai à partir de 14 heures (33<sup>e</sup> réunion)**

**Robert Lecourt** préside cette réunion consacrée à l'évolution des courants qui traversent l'opinion américaine sur **une éventuelle intervention des Etats-Unis en Indochine**.

**Pierre Abelin** (Vienne), qui rentre d'un voyage aux Etats-Unis.- j'ai senti quatre fractions dans l'opinion américaine: ceux qui veulent montrer la force américaine en Asie (Nixon, Ven Fleet, Knowland) ; les partisans de Mac Carthy ; les partisans d'arrêter l'expansion du communisme en Europe et en Asie ; ceux qui pensent d'abord aux problèmes économiques mondiaux (Stevenson). La première s'accroît ; elle doit, semble-t-il, l'emporter ... Je suis favorable au partage de l'Indochine sur le 18<sup>e</sup> parallèle, au nord de Hué ; il permettrait de sauvegarder les intérêts économiques et culturels de la France.

**Maurice Schumann**, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.- L'ouverture d'une discussion sur l'Indochine à Genève après seulement une semaine est un succès considérable pour la diplomatie française. Au départ, les espoirs étaient minces. On craignait une procédure plus longue.

L'orateur expose la chronologie des faits depuis le 26 avril et l'action de Bidault au jour le jour.

Le discours de Churchill aux Communes n'a pas facilité la tâche des Occidentaux ; il est apparu aux Orientaux qu'une action collective des Alliés dans le Sud-Est asiatique n'était plus d'actualité. La tâche de Bidault en a été compliquée.

Sur la Corée, la position communiste est intransigeante. Au sujet de l'Indochine, dès que le débat a été ouvert à Genève le Vietminh a lancé son troisième assaut contre Dien Bien Phu.

La Conférence de Genève peut aboutir à la cessation des hostilités à la condition que la Russie et la Chine sachent qu'en cas d'échec les Américains interviendront en Indochine. En effet, la Russie et la Chine ne désirent pas l'extension de la guerre. C'est la répétition de l'affaire de Corée, où l'armistice a été signé cinq jours après les menaces de Forster Dulles.

**André Monteil** (Finistère).- J'aimerais savoir : si la menace américaine doit rester à l'état de menace ; si l'aviation américaine est réellement prête à intervenir ; si le gouvernement français a effectivement demandé l'intervention de cette aviation... Je note que des divergences existent entre les Occidentaux.

En quoi la Conférence de Genève peut-elle nous donner plus de satisfaction qu'une conversation directe avec le Vietminh ? D'autant plus que Bidault récuse tout marchandage planétaire. Aucun des partenaires étrangers au conflit n'a le souci des intérêts français en Extrême-Orient. Bien au contraire.

La tactique de la menace est un jeu de quitte ou double : ou le jeu réussit ou il échoue : alors s'offre le recul ou la guerre générale.

**Robert Buron** (Mayenne).- Me référant à l'exposé que Pierre de Chevigné nous a fait avant les vacances sur la situation militaire en Indochine, je ne comprends plus ! La tactique de la menace n'impressionne pas les Russes... Ceux qui accusent aujourd'hui le MRP de chercher l'internationalisation du conflit la demandaient il y a un an. Il faut réagir... Le MRP doit-il parler dans le débat d'aujourd'hui ? Maurice Schumann ne le souhaite sans doute pas. A quoi sert donc notre réunion ?

**Pierre Abelin**.- Les Américains ne croient pas que leur intervention en Indochine élargirait le conflit... Il est plus avantageux de discuter à Genève d'une solution pour deux raisons : la Chine craint l'intervention américaine ; et elle peut accepter un partage territorial de l'Indochine, ce que le Vietminh ne peut pas faire.

**Maurice Schumann**.- Ni l'URSS ni la Chine ne désirent la guerre générale ... Certes, la politique française comporte des risques, mais comment ne pas en prendre ? **Il est exact que la France a demandé l'aide de l'aviation américaine pour sauver la garnison du Dien-Bien-Phu**. Ce projet n'a pas été mis en œuvre, oui, mais non pas en raison de l'attitude anglaise... Les Etats-Unis envisagent avec effroi d'avoir à intervenir en Indochine ; on ne peut pas parler d'un désir américain d'intervenir.

L'Angleterre ? Elle hésite, comme avant la deuxième guerre mondiale. Elle a une politique étrangère bi-partisane. Elle pense au Commonwealth.

Bao Dai ? Les démarches faites auprès de lui ne nous ont pas fait perdre une heure ; nous devons respecter les accords franco-vietnamiens.

Le Vietminh ? J'ai la preuve écrite que la négociation directe avec le Vietminh ne donnerait rien. J'approuve Abelin sur ce point.

Dans le débat actuel, je pense que le MRP doit parler, pour soutenir la diplomatie française.

**Pierre-Henri Teitgen** (Ille-et-Vilaine), président national du MRP et vice-président du Conseil.- Je rappelle que deux opérations ont été montées pour tenter d'isoler le MRP sur l'Europe et sur l'Indochine : le MRP a gagné sur l'Europe ; il dépend de lui, cet après-midi, de l'emporter sur l'Indochine.

Les Américains ont mal manœuvré, certes. Internationaliser la guerre ? Non ! Internationaliser la capitulation ? Non ! Internationaliser la paix ? Oui, à condition d'être ferme.

#### **Jeudi 6 mai à partir de 14 heures (34<sup>e</sup> réunion)**

**Edouard Moisan** préside cette réunion, consacrée au scrutin de confiance visant au renvoi du débat sur l'Indochine.

**Robert Lecourt**, président du Groupe.- Il ne peut être question de renverser un gouvernement en pleine négociation. Même les radicaux voteront sans doute en majorité la confiance (*pronostic exact ; voir notre calendrier*). Je prends la résolution de ne pas voter à l'avenir pour un gouvernement qui comprendrait l'un des trois hommes qui conduisent la manœuvre contre le MRP dans cette affaire *l'orateur ne cite personne, mais il s'agit de Mendès-France, de Mitterrand et de Gaston Palewski ou de Marc Jacquet*... Le MRP devrait rappeler dans la presse et dans ses congrès où sont les responsabilités exactes dans l'affaire d'Indochine ; je peux citer Marius Moutet (*ministre socialiste de la France d'outre-mer, dans le Gouvernement du socialiste Félix Gouin en 1946, gardé par Bidault dans son cabinet de 1946, par Léon Blum dans son gouvernement de décembre 1946-janvier 1947, par Paul Ramadier dans son gouvernement de 1947*) ; le haut-commissaire Emile Bollaert (*nommé par le Gouvernement Ramadier*) les gouvernements Queuille, André Marie, Edgar Faure, René Mayer... et Marc Jacquet (*secrétaire d'Etat dans le cabinet Laniel*). Le MRP doit rappeler à la modestie ceux qui l'attaquent.

**Paul Coste-Floret** (Hérault), ministre de la Santé publique et de la Population.- Oui, les documents ne manquent pas. L'affaire d'Indochine a commencé sous le Gouvernement Blum, gouvernement socialiste homogène, avec Moutet. Je rappelle en outre que Daladier a réclamé l'internationalisation du conflit il y a trois ans.

**Pierre-Henri Teitgen**.- Je vous informe qu'à Genève, Bidault n'a pas réussi à prendre un contact direct avec le Vietminh; on lui a répondu qu'il fallait s'adresser à la délégation chinoise.

Conclusion du débat : par 20 voix contre 0, 2 députés ne prenant pas part au vote, le Groupe décide de voter la confiance.

Le 7 mai dans la soirée on apprend la **chute de Dien-Bien-Phu**. Dans la journée, le Groupe MRP a tenu sa 35<sup>e</sup> réunion, consacrée à la révision de la loi sur la presse, sous la présidence de Moisan.

#### **Mardi 11 mai à partir de 14 heures (36<sup>e</sup> réunion)**

**Robert Lecourt** préside la réunion, consacrée à la Conférence de Genève.

**Maurice Schumann**.- Me référant à l'expérience de Corée, je pense qu'il est nécessaire de ne pas faire d'un règlement politique la condition du cessez-le-feu. C'est la loi que s'est imposée Bidault. Au contraire, le Vietminh a posé le problème politique. Cependant, Bidault veut continuer la négociation. Ses propositions concernent seulement le cessez-le-feu ; elles comportent deux idées : regroupement des forces par zones, contrôle international. Il constate la solidarité des pays communistes dans leur attitude ; il estime toutefois que les façons de voir sont différentes entre eux.

Les Trois occidentaux sont d'accord pour marquer en Asie une ligne de résistance, comme ils l'ont fait en Europe ; cependant, ils ne sont pas d'accord sur le choix de cette ligne. Les Américains sont prêts à accepter toute ligne s'ils ont l'accord de leurs alliés. Les Anglais sont hésitants.

Dans la communauté communiste, le Vietminh est le plus turbulent. Il continuera la guerre s'il pense que la France n'est pas prête à accepter un effort. L'URSS est l'élément modérateur.

**Pierre de Chevigné** (Basses-Pyrénées), secrétaire d'Etat à la Guerre.- Si la Conférence de Genève échoue, nous aurons l'internationalisation de la guerre à terme. Avant que ce moment arrive, la France doit être prête à faire l'effort nécessaire. Le meilleur moyen de l'éviter est de montrer notre résolution à y consentir.

**Paul Couston** (Vaucluse).- Je vois des contradictions dans les déclarations successives des gouvernements depuis sept ans. Je vois aussi des illogismes dans la position du MRP et les variantes de sa doctrine sur l'Indochine.

**Fernand Bouxom**.- Les propositions du Vietminh méritent attention. Il faut aboutir à un cessez-le-feu.

**Maurice Schumann**.- Bidault cherche avant tout le règlement du problème politique.

Conclusion : à l'unanimité moins 2 abstentions, le Groupe se prononce contre l'ouverture d'un nouveau débat en séance publique, (dans l'intérêt de la négociation en cours à Genève).

En séance publique, cependant, Laniel est amené à poser une nouvelle question de confiance contre la discussion immédiate des interpellations.

Le scrutin de confiance est fixé au 13 mai.

#### **Jeudi 13 mai à partir de 14 heures (37<sup>e</sup> réunion)**

**Edouard Moisan**, qui préside la séance, rapporte ce qui s'est passé à la réunion des présidents de groupe de la majorité la veille à Matignon. Laniel a dit qu'une crise ministérielle en France mettrait sans doute fin à la Conférence de Genève, d'où pourrait encore sortir une paix honorable. Chaban-Delmas a déclaré que la Conférence de Genève était une erreur diplomatique, puisqu'elle avait entraîné un accroissement de l'aide chinoise au Vietminh. Henry Bergasse, au nom de l'ARS (ex-RPF), a dit la même chose. Le radical Yvon Delbos a approuvé le Gouvernement. Moisan a rappelé à Chaban-Delmas que l'URAS ne s'était pas déclarée hostile à la Conférence de Genève.

**Robert Lecourt.**- Il est regrettable que Laniel n'ait pas dit mardi en séance publique ce qu'il a dit mercredi à Matignon ! Je redoute la collusion des adversaires du Gouvernement, incapables de s'entendre sur une solution de rechange, quels que soient les problèmes. **Je pense en particulier à certains généraux d'obédience gaulliste qui jouent le renversement du régime.**

**Paul Hutin-Desgrèes** (Morbihan).- Il est nécessaire de sauver le Gouvernement. Le moment d'établir les responsabilités n'est pas venu. Je souhaite un discours de Lecourt annonçant que le MRP entrera dans l'isolement si les manœuvriers nous mènent à la crise.

**Lionel de Tinguy** (Vendée).- Le MRP ne devrait pas parler en séance sauf si le Gouvernement n'a plus aucune chance de s'en sortir. J'approuve Paul Hutin sur le fond mais je demande de la réserve si la crise menace.

.....  
**Robert Lecourt.**-D'accord avec les idées de Paul Hutin mais il vaut mieux les formuler dans les couloirs !

En séance, la confiance est accordée au Gouvernement par 289 voix contre 287 (*voir notre calendrier*)

#### **Mardi 18 mai à partir de 14 heures (38<sup>e</sup> réunion)**

Sous la présidence de **Robert Lecourt**, le Groupe examine un projet de loi relatif au statut des municipalités en Afrique Noire, sur le rapport de **Sékou Sanogo** (Côte d'Ivoire) ; un rapport d'**Henri Meck** (Bas-Rhin) sur la revalorisation des rentes d'accidents du travail, en présence de **Paul Bacon**, ministre du Travail ; il entend des observations de **Viatte**, **Bouxom** et **Buron** respectivement sur les œuvres en faveur des étudiants, la date du débat de ratification de la CED et les allocations familiales, la situation en Afrique du Nord.

Plus précisément, **Alfred Coste-Floret** traite du **Maroc** et réclame un programme de réformes et un changement de résident. A ce propos, il s'étonne que l'on parle de Naegelen.

**Jacques Fonlupt-Espéraber**, qui vient de passer 24 jours en Algérie, déclare que Naegelen n'est sûrement pas qualifié pour une nouvelle expérience au Maroc.

**Charles Barangé** se félicite du succès obtenu au premier tour de l'**élection législative partielle du Maine-et-Loire** (le 16 mai) par le candidat MRP, **Jean Sauvage**. Il rend hommage à la mémoire de **Joseph Le Sciellour**, député MRP, décédé en avril, dont la disparition a entraîné cette élection partielle. "Son influence était grande dans la masse populaire", dit-il.

#### **Jeudi 20 mai (l'heure n'est pas indiquée) (39<sup>e</sup> réunion)**

**Maurice Lucas** préside la réunion (*ce procès-verbal, rédigé en notes, est difficilement exploitable*).

Avec **Edouard Moisan** comme animateur du débat, le Groupe discute du rapport Minjot établi sur un premier train de réformes à apporter au Règlement de l'Assemblée Nationale (pour améliorer ses méthodes de travail). Il y a 63 députés présents.

Le Groupe en vient ensuite à l'Indochine ; il entend **Kenneth Vignes**, qui rentre d'une mission de l'Assemblée de l'Union française au Vietnam, et **Maurice Schumann** sur l'évolution de la Conférence de Genève.

**Kenneth Vignes** (membre de l'AUF).- La dévaluation de la piastre, décidée par le gouvernement français, a

ridiculisé le gouvernement vietnamien, qui est apparu non indépendant de la France... L'économie de guerre annoncée au Vietnam est artificielle ; il y a surtout de l'inflation... Le gouvernement vietnamien n'est pas représentatif ; il est déjà au-dessous de sa tâche. L'armée vietnamienne est dans une situation critique. Le moral s'affaiblit. L'armée du Vietminh est plus populaire ; elle dispose de réserves grâce à ses méthodes de recrutement ; elle a une mystique ; son encadrement est bon... Dans le delta du Nord, la situation est très tendue ; un quart des villages seulement nous est favorable. Si nous n'avons pas de renforts dans ce secteur d'ici à octobre, nous ne pourrions répondre de rien... Un partage territorial n'apparaît pas réaliste. Dans l'hypothèse de la formation d'un gouvernement de Front national suivie d'élections sans préparation, ce sera un grand succès pour le Vietminh... Une suspension d'armes nous serait nécessaire pour regrouper nos troupes dans nos zones d'influence... Cette guerre est avant tout idéologique ; elle vise, côté Vietminh, à supprimer les classes moyennes ... Ne misons pas sur l'antagonisme entre Indochinois et Chinois. La Chine est favorable à l'émancipation de tout le Sud-Est asiatique ... Aux Etats-Unis, il y a une volonté d'aider directement le Vietnam sans passer par le gouvernement français.

**Maurice Schumann.**- A Genève, l'impression générale est meilleure ; Molotov a proposé une réunion restreinte. Des contacts ont été pris avec la Chine et avec le Vietminh pour l'évacuation des blessés à Dien-Bien-Phu... Parmi les questions qui se posent : comment bien séparer le problème du Laos et du Cambodge du problème du Vietnam ; comment peser sur les négociations pour éviter l'échec ; avec quels recours : ONU, comité de liaison entre les états-majors, convention France-USA ? ...

**André Monteil.**- La surprise à elle seule ne peut pas expliquer la défaite de Dien-Bien-Phu. Depuis 1952, nous savions que le Vietminh avait de l'artillerie. Dien-Bien-Phu est une erreur de choix... J'ai voté pour le Gouvernement afin que des mesures soient prises d'urgence pour sauver le corps expéditionnaire et aussi pour sauver Genève... Les risques sont graves à Hanoi ... Nous pouvons tenir militairement les points forts mais la reconquête de l'Indochine est impossible... S'agissant du Laos et du Cambodge, il nous faut un accord avec la Thaïlande.

**Maurice Schumann.**- Je ne pense pas que Monteil ait totalement tort... Les journaux déforment plus qu'ils n'informent... Le Comité de Défense nationale a tenu trois séances sans même donner une mission de couverture à Salan (?)

#### **Mardi 25 mai à partir de 14 heures (40<sup>e</sup> réunion)**

Réuni sous la présidence de **Robert Lecourt**, le Groupe examine la **situation au Maroc** sur un rapport d'information de **Jean Raymond-Laurent** (Manche), qui revient d'un voyage au Maroc dans le cadre d'une mission de la Commission des Affaires étrangères.

- Je crains à brève échéance des difficultés sérieuses, aussi dramatiques, sous une autre forme, que l'affaire d'Indochine, dit Jean Raymond-Laurent. Sur l'éloignement du sultan, je confirme que le Gouvernement a été mis devant le fait accompli. C'est très regrettable. Les réformes sont lentes. Le seul dahir important promulgué est celui qui concerne la réforme judiciaire. Le problème fondamental est

politique ; la génération nouvelle est arrivé à la maturité politique. Elle est nationaliste mais non pas séparatiste. Elle se considère comme occidentale et elle a du dédain pour la Ligue arabe. Elle redoute l'emprise économique des Etats-Unis. Il faut faire disparaître le régime policier. La solution est dans une association de la France et du Maroc, supprimant l'administration directe. Les réformes doivent être politiques (réforme du gouvernement marocain, représentation des populations), économiques (irrigation, fiscalité), sociales.

Les gouvernements français ont temporisé ; ils ont tous été divisés sur la question.

**Jacques Fonlupt-Espéaber.**- Je viens d'entendre Jean Raymond-Laurent avec un intérêt exceptionnel. Son exposé est totalement exact. J'approuve la suggestion de nommer un ministre chargé des affaires du Maroc et de la Tunisie.

S'agissant de l'Algérie, je m'inquiète de l'influence de René Mayer ; celui-ci crée un mouvement antisémite. Il faut traiter loyalement l'opposition, mais ne pas la favoriser. Il faut réprimer sans pitié la violence, mais aussi faire disparaître l'arbitraire policier.

**Max André,** conseiller de l'Union française.- J'approuve ce qu'ont dit nos deux amis.

**François Reille-Soult** (Tarn).- Je note que le Maroc s'industrialise rapidement sans posséder des lois sociales, sans possibilité d'avoir un véritable syndicalisme (toute activité syndicale entraînant la perte de l'emploi). Le problème social est aussi important que le problème politique.

**De Peretti** (Conseiller de l'Union française).- La crise marocaine durera plusieurs années. La situation est grave. La population est favorable à l'ancien sultan à 99%. Rien n'est fait pour moderniser l'agriculture des fellahs. Il faut choisir une politique : on ne peut pas se moquer indéfiniment des aspirations marocaines.

#### **Mardi 1<sup>er</sup> juin à partir de 14 heures (41<sup>è</sup> réunion)**

Sous la présidence de **Robert Lecourt**, le Groupe entend un exposé d'**Henri Lacaze**, qui rentre d'un voyage en Algérie :

- Le problème le plus grave est le problème démographique, dont la complexité en entraîne beaucoup d'autres ; parmi ceux-ci, la prostitution. Ce phénomène démographique accroît le sous-prolétariat des villes, la misère des bidons-villes. Des efforts sont faits dans le domaine de la construction mais ils sont très insuffisants. Le problème est très grave et on ne voit pas de solution. Politiquement, la situation serait calme sans la présence de groupes d'agitateurs, formés au Maroc espagnol dit-on.

Le Groupe discute ensuite de la proposition du socialiste Minjoz visant à supprimer les **élections législatives partielles** ; argument : il y a trop de candidatures fantaisistes.

Selon **Fernand Bouxom**, il faut, avant de se décider, tenter de prévoir où se feront des élections partielles et ce qu'elles donneront.

**Robert Lecourt** rappelle que le MRP était hostile au système des élections partielles (après décès ou démission d'un député) et note qu'on lui offre aujourd'hui ce qu'on lui a refusé naguère. A son avis, le MRP ne doit pas être demandeur aujourd'hui ; il doit en

revanche se placer dans la perspective de la nouvelle loi électorale en préparation.

**Jean Cayeux** se dit favorable au maintien du système de remplacement automatique qui reste appliqué au Conseil de la République et à son rétablissement à l'Assemblée Nationale.

N.D.L.R. *Etonnante cette déclaration de Cayeux ! A l'époque, les élections législatives partielles sont favorables surtout au MRP !*

#### **Mercredi 2 juin à partir de 14 heures (42<sup>è</sup> réunion)**

C'est une brève réunion, présidée par **Lecourt**. **Jean Cayeux** demande des renseignements sur la crise qui agite le groupe des républicains sociaux, divisé en trois parties. **Francine Lefebvre** espère qu'il n'est pas question de nommer un MRP à la succession de Marc Jacquet, qui a démissionné le 31 mai de ses fonctions de secrétaire d'Etat chargé des Etats-associés (Indochine). **Henri Meck** fait un exposé sur le débat de politique extérieure qui vient d'avoir lieu au **congrès de la CDU** (en République fédérale allemande). Il dit que la surenchère nationaliste sur la **Sarre** n'a pas d'audience dans ce parti.

#### **La fin du Gouvernement Laniel**

#### **1<sup>er</sup>-12 juin (voir notre calendrier)**

#### **Mardi 8 juin à partir de 14 heures (43<sup>è</sup> réunion)**

*Un nouveau débat sur l'Indochine a commencé le 1<sup>er</sup> juin. Les groupes de la majorité ne sont pas solidaires, ils sont divisés à l'intérieur, comme l'est le Gouvernement lui-même.*

**Robert Lecourt**, qui préside la réunion.- Tous les partis sont prêts à s'en prendre au MRP, auquel ils ne pardonnent pas ses succès électoraux (*aux élections partielles, le dernier en date est celui du Maine-et-Loire*). Je fais appel à votre vigilance.

**Francine Lefebvre.**- Frédéric-Dupont aux Etats associés, est-ce un bon choix ? Il devient de plus en plus difficile de voter pour ce gouvernement !

**Robert Lecourt** ! L'Assemblée est saisie de trois "ordres du jour" : ceux de Maurice Frédet (Républicain Indépendant), de Lussy et du Groupe SFIO, de Francis Caillet (UDSR-ex RPF).

**Fernand Bouxom.**- Je suis prêt à voter le texte SFIO, qui s'oppose à l'envoi éventuel du contingent en Indochine.

**Robert Lecourt.**- Ce débat devient dramatique ! S'opposer à tout effort en Indochine complique la tâche de la France à Genève.

**Fernand Bouxom.**- Savons-nous si le Gouvernement posera une nouvelle fois la question de confiance ?

**Robert Lecourt.**- Je ne souhaite pas une crise car le maintien du Gouvernement est utile à la paix. L'opinion publique craint une crise. Il est payant pour le MRP de résister à la menace d'une crise.

**Jean Cayeux.**- Je voterai la confiance avec ou sans Frédéric-Dupont au gouvernement !

#### **Mercredi 9 juin à partir de 14 heures (44<sup>è</sup> réunion)**

C'est **Edouard Moisan** qui préside.

**Pierre Abelin.**- Je crains que l'on ne recherche à Genève des solutions savantes, trop savantes pour être possibles. Si l'on veut éviter l'intervention américaine, il faut une solution simple ; la coupure de l'Indochine en deux. La France a besoin d'Etats asiatiques indépendants, en particulier d'une

Inde indépendante. Il est grave qu'un désaccord subsiste entre la France et l'Inde à propos des comptoirs de l'Inde. Je demande des informations plus complètes.

**Robert Lecourt.**- Bidault nous donnera ces informations cet après-midi. Une crise pourrait être redoutable si l'attaque du delta tonkinois était imminente.

**Fernand Bouxom.**- Je le reconnais mais il faut fixer une échéance à la conférence de Genève.

**André Monteil.**- Le Gouvernement doit prendre des mesures d'urgence pour sauver le corps expéditionnaire et la population civile qui nous a fait confiance. Hanoi risque de tomber avec trente mille soldats et 150 milliards de matériel. Haïphong en revanche peut être défendu indéfiniment. C'est l'arme de notre diplomatie, d'autant que ce qui intéresse la Chine ce n'est pas Hanoi mais Haïphong.

**Jean Catrice** (Nord).- Une crise compliquerait le problème du cessez-le-feu. De Chevigné pourrait répondre à Monteil sans dévoiler des secrets : oui ou non tout est-il fait pour éviter de nouvelles catastrophes ?

**Robert Lecourt.**- Je souhaite entendre de Chevigné.

**Jacques Fonlupt-Espéraner.**- Une crise ne ferait que compliquer notre tâche.

La discussion est suspendue jusqu'à la réunion suivante, prévue pour le soir même.

#### **Mercredi 9 juin à partir de 21 heures 15 (45<sup>ème</sup> réunion)**

**Edouard Moisan**, qui préside, félicite Bidault pour le discours qu'il a prononcé en séance dans l'après-midi.

**Georges Bidault.**- Les difficultés de la France à Genève sont considérables... Le fond du discours que vient de prononcer Mendès-France équivaut à celui de Molotov... Les conditions posées par le Vietminh sont telles qu'il ne semble pas insurmontable d'arriver à une entente, mais les communistes ne vénèrent pas la faiblesse... Je note que c'est le Gouvernement tout entier qui était d'accord pour demander l'aide américaine à Dien-Bien-Phu. Je ne regrette pas d'avoir fait appel à cette aide pour tenter de sauver les soldats français ... Je remercie le Groupe pour sa fidélité.

#### **Vendredi 11 juin à partir de 14 heures (46<sup>ème</sup> réunion)**

**Henri Lacaze** préside une réunion qui rassemble les parlementaires et les membres de la Commission exécutive du MRP.

**Robert Lecourt** donne lecture d'un projet de manifeste élaboré par le Bureau du Groupe et la Commission exécutive :

*"Ouvrir la vacance du pouvoir au moment même où se trouvent engagés le sort de la paix à Genève, la sécurité du corps expéditionnaire et de tous ceux dont il assure la protection, serait d'une telle gravité que la nation en a déjà pleinement conscience et que chacun doit, à temps, en mesurer clairement les conséquences. La responsabilité de la crise, de sa durée, de son issue, de ses suites diplomatiques, militaires et politiques, sera publiquement, personnellement et définitivement fixée par le vote même qui décidera du sort du gouvernement.*

*"En l'absence d'une politique préalablement définie et d'une majorité décidée à l'appliquer, une crise aveuglement ouverte par une coalition des contraires, équivaudrait à la décision d'interrompre une conférence internationale voulue par la France et alors que se précisent en Indochine les risques d'une offensive.*

*"Aucune ambiguïté ne pouvant être entretenue sur la résolution du MRP, le moment est venu, à la veille d'un vote grave, de réitérer avec netteté qu'en aucun cas il ne s'associera à une investiture ou à une majorité qui, d'une manière directe ou indirecte, tendrait à renverser la politique étrangère de la France. Pas davantage, il n'abandonnera ni la sécurité du corps expéditionnaire ni la recherche négociée d'un cessez-le-feu immédiat. Pas davantage, il ne s'inclinera devant l'intrigue ou le dosage des scrutins qui tendrait à éviter de ceux-ci les suites constitutionnelles.*

*"Il aura à temps suffisamment multiplié les avertissements sur la nécessité, pour le Parlement, de sortir de ses incertitudes, pour que ne subsiste aucun motif de surprise au cas où serait imposé le recours à l'arbitrage national".*

**Marie-Madeleine Dienesch** (Côtes-du-Nord).- Oui mais comment concilier la dissolution de l'Assemblée Nationale et une campagne électorale avec la sécurité du corps expéditionnaire en Indochine ?

**Paul Hutin-Desgrées** (Morbihan).- "En l'absence d'une politique préalablement définie" ? Voilà qui permet la confusion !

**Jean Catrice** (Nord).- Il faudrait le mot "paix" quelque part... En mettant nos adversaires (à Paris) dans l'impasse, nous nous y mettons nous-mêmes. Que ferons-nous si la situation s'aggrave en Indochine ?

**Robert Buron** (Mayenne).- J'approuve le texte... Nos adversaires ne croient pas à la dissolution ; il conviendrait d'appuyer davantage sur cette éventualité. J'estime que cette Assemblée ne votera pas la CED. Il faut donc une nouvelle assemblée, élue sur l'Europe, comprenant des socialistes pro-européens en majorité... Si les républicains sociaux et les radicaux annoncent qu'ils voteront contre, il faudra que Moisan, porte-parole du Groupe, annonce que le MRP votera contre, pour provoquer la dissolution.

**François Reille-Soult** (Tarn).- Je fais la même observation que M.M. Dienesch.

**Robert Lecourt.**- En cas de dissolution, les élections ont lieu dans un délai d'un mois ; ce n'est pas plus long que la durée d'une crise. Le seul problème est celui de notre fermeté. Si nous ne sommes pas fermes aujourd'hui, nous le serons encore moins dans huit jours et nous investirons n'importe qui. Il s'agit, non pas de défendre Laniel, mais de sauver Genève.

**Jean Cayeux** (Seine).- J'approuve le texte avec quelques réserves.

**François Reille-Soult.**- Ce texte signifie-t-il que nous refusons toute nouvelle investiture ?

**Robert Lecourt.**- Il signifie exactement le contraire !

**Paul Hutin-Desgrées.**- Non ! Il faut prévoir ou le salut du Gouvernement ou la dissolution et rien d'autre.

**Robert Buron.**- Le moment est venu de savoir vraiment si le MRP est prêt à tenir son pari sur la dissolution.

**André Monteil.**- Hypothèse : Hanoi tombe. Le MRP tient-il sa position jusqu'au bout ? Accepte-t-il une dissolution non préparée ? Il nous faudrait, avant, des alliances, des garanties, des moyens matériels.

**Joseph Dumas.**- J'approuve le texte, qui correspond au sentiment des militants MRP. La situation actuelle ne peut pas durer !

**Henri Meck** (Bas-Rhin).- Il faut que Moisan, notre orateur, établisse les responsabilités, celles de l'URAS en particulier (républicains sociaux).

**François Reille-Soult.**- Je redoute une dissolution à l'occasion de la guerre d'Indochine !

**Pierre-Henri Teitgen.**- J'approuve le texte. Je note que l'inquiétude est aussi grande ailleurs qu'ici. Que donnera une crise ouverte à la majorité relative ? Sans doute une démission du cabinet si les ministres MRP laissent faire. Il y aura ensuite des tentatives diverses, puis viendra un homme qui fera des promesses à tout le monde ; il sera investi et il ira discrètement au renversement de la politique étrangère. Pour éviter cela, il faut une arme et cette arme c'est la dissolution. Mais le MRP est-il prêt à prendre ce risque ? Préfère-t-il être complice d'une dégradation qui ira jusqu'à la catastrophe ?

**Jacques Fonlupt-Espéraber.**- Je suis favorable à la dissolution, brusquée, provoquée sur un enjeu valable. La CED en est un. Mais malheureusement le débat porte sur l'Indochine. Il faut obtenir qu'il porte maintenant sur la CED... S'il n'y a pas la majorité absolue (314 voix) contre le gouvernement, il faudra voter une loi mettant fin au mandat des députés...

Consulté, le groupe adopte le projet de manifeste à l'unanimité moins 2 voix.

Le 12 juin, par 306 voix contre 293, l'Assemblée Nationale refuse la confiance demandée par le Gouvernement Laniel contre la priorité et l'adoption des ordres du jour Frédet-Lussy-Caillet. La majorité absolue (314 voix) n'est pas atteinte ; elle l'avait été le 9 juin dans un scrutin équivalent mais sans question de confiance : 322 contre 263. L'opposition a reculé devant le risque de la dissolution.

#### **Samedi 12 juin à partir de 17 heures (47<sup>e</sup> réunion)**

**Robert Bichet** préside.

**Pierre-Henri Teitgen.**- J'ai vu Coty hier. Il redoutait une crise très longue. Il pensait utiliser toutes les ressources de la Constitution...

Quant à Laniel, il comptait poser de nouveau la question de confiance seulement contre le fond des ordres du jour. Mais le Bureau de l'Assemblée a estimé cette procédure impossible. Laniel a prévu alors un ordre du jour pur et simple, sur lequel on voterait le 15. Mais Coty voulait gagner du temps. Il a décidé de suspendre sa réponse à Laniel jusqu'à lundi 14. C'est au Conseil de cabinet que Laniel a donné ces informations.

A la réunion de ce Conseil, les ministres radicaux ont ouvert une querelle de mots, en demandant que le président du Conseil "donne" et non pas "offre" sa démission. Les ministres MRP ont répliqué que le cabinet était maître du choix. Les radicaux ont alors menacé de se retirer et ont annoncé leur départ pour lundi au plus tard ; ils ont précisé qu'ils se refusaient à "jouer le jeu de la dissolution". "Vous vous engagez donc à former un autre gouvernement", leur ont fait observer leurs collègues MRP, tout en leur rappelant la position du MRP sur une autre investiture. Les ministres URAS ont soutenu leurs collègues radicaux.

Je pense, ajoute Teitgen, que les radicaux et l'URAS ont peur. Pour éviter la dissolution, ils imaginent de proposer au MRP de prendre la suite pour le noyer... Si Coty refuse la démission de Laniel, il faudra provoquer un nouveau vote, en complétant ou en concentrant le cabinet après les démissions probables.

Qu'en pense le Groupe MRP ? Moi je crois qu'il doit rester, même seul, avec Laniel. Il doit démontrer que les autres ne veulent ni de Laniel ni de la dissolution ni faire le nouveau gouvernement... Les radicaux veulent "avoir" le MRP à la lassitude. Le MRP doit conserver sans ses mains l'arme de la dissolution pendant la recherche d'un nouveau cabinet ...

**René Charpentier** (Marne).- L'idée d'un Gouvernement-Laniel-MRP n'est pas viable. L'Assemblée le mettrait dans une souricière.

Par 21 voix contre 12, le Groupe décide de se renvoyer à lundi ( puisqu'on ignore la décision de Coty);

**Robert Lecourt** met ensuite aux voix le communiqué suivant : "Le Groupe MRP approuve les déclarations faites en séance par ses orateurs et donne mandat à son Bureau de s'y tenir avec fermeté, au cours des consultations auxquelles il pourrait être appelé."

Ce texte est approuvé par 37 voix contre 1 et 4 abstentions.

#### **Dans la mêlée**

● L'URAS (républicains sociaux) compte 75 députés. Trois d'entre eux interviennent dans les explications de vote : un pour la confiance (de Bénouville), deux contre, (de Monsabert et Catroux) mais tous les trois avec les mêmes arguments.

● Le meilleur orateur radical, ce 12 juin, c'est Roger Gaborit, qui explique pourquoi il faut voter la confiance ; mais il ne sera suivi que par un petit tiers de son Groupe. Le lendemain, Chaban-Delmas, du Groupe URAS, déclare à la presse : "La montée des périls a eu lieu, les périls sont là".

● Sans rire, Bruyneel, au nom des Indépendants-Paysans, affirme que l'urgence c'est la réforme de la Constitution et de la loi électorale.

● Président du Groupe SFIO, Lussy annonce le vote hostile de ses amis, qui l'écoutent mais ne l'applaudissent pas.

● Mitterrand ironise sur la menace de dissolution agitée par le MRP et déclare que "le peuple s'apercevra que les responsabilités ne sont pas anonymes". Ce qui lui vaut cette réplique de Lecourt : "Si l'on a de la mémoire, il faut en avoir pour tout le monde !"

● Coty pressent Mendès-France dès le dimanche 13 et fait savoir le 14 qu'il accepte l'offre que lui a faite Laniel de démissionner.

#### **L'investiture de Mendès-France**

##### **Lundi 14 juin à partir de 15 heures (48<sup>e</sup> réunion)**

**Edouard Moisan** préside

**Robert Lecourt** fait le point. Il a eu un entretien samedi soir avec Coty qui lui a donné les raisons de son intention d'accepter la démission de Laniel : en refusant, il donnerait l'impression d'adopter le point de vue d'un parti ; il était difficile d'atteindre les 314 voix. L'entretien a porté ensuite sur les solutions à apporter à la crise, sous l'angle des personnes.

**Henri Bouret** (Côtes-du-Nord).- Le MRP doit veiller au maintien de la politique extérieure, oui, mais le moment est venu de ne plus faire de procès d'intention à quiconque. Je crois que l'on accuse à tort Mendès de vouloir le sauve-qui-peut en Indochine... Oui ou non un Gouvernement Mendès avec la SFIO aboutira-t-il à un renversement de la politique extérieure ? A mon avis, il n'ira pas au-delà d'un infléchissement, dans un secteur déterminé. Il faut chercher

la rentrée de la SFIO dans la majorité; c'est même l'exigence essentielle de notre congrès national à Lille.

**Jacques Fonlupt-Espéraber.**- Je m'interroge sur ce que sera le prochain gouvernement. Un gouvernement de transition préparant les élections ? C'est improbable. Un gouvernement réel ? C'est difficile. A mon avis, l'Indochine n'est pas le problème essentiel. La question essentielle c'est la CED. A ce sujet, le MRP n'a pas à transiger. La CED c'est le choix. Et la question qui vient en deuxième rang, c'est notre politique en Afrique du Nord. A ce sujet, le MRP porte de grandes responsabilités en raison de la politique de Bidault. Je suis un ami de Mendès. Je lui ai vigoureusement reproché son dernier discours (contre Bidault et la Conférence de Genève). Je pense toutefois qu'un accord est possible avec lui sur la CED.

Comme président du Conseil, j'accepterais Yvon Delbos. Je redoute René Mayer et Edgar Faure.

**Charles Viatte.** Le retour de la SFIO dans la majorité dépend d'abord d'elle... Le tout est de savoir si Mendès nous donne des garanties suffisantes sur l'Europe, la politique en Afrique, la politique économique et sociale, la politique de la jeunesse.

**Roger Devémy** (Saône-et-Loire).- Il faut regretter publiquement que la Constitution n'ait pas été appliquée (*le Gouvernement Laniel n'était pas renversé constitutionnellement*). Il faut rappeler les dix points du programme Lecourt. J'ai voté pour Mendès l'année dernière ; je voterai contre lui cette fois-ci. J'ai en effet été déçu. A mon avis Mendès n'est pas plus social que Pinay. Son récent discours à l'Assemblée n'est pas digne d'un homme d'Etat.

**Maurice-René Simmonet** (Drôme), secrétaire général du MRP depuis le Congrès de Lille.- Je rappelle les objectifs du Congrès : renouveau, majorité européenne, majorité sociale. Bien sûr, Mendès dira qu'il est européen, mais veut-il oui ou non la CED ? Il faut lever l'hypothèque de la CED. C'est un besoin de salut public. A ce sujet, il faut mettre la SFIO au pied du mur. C'est essentiel. Elle doit clairement ou accepter ou refuser. Mettons un accent social dans nos revendications.

**Robert Bichet.**- Je pense que l'opinion publique est en ce moment favorable au MRP, parce qu'il a une position ferme et claire... Bien sûr, il faut faire appel à la SFIO et chercher son concours, mais notre Congrès a demandé la ratification rapide de la CED, le Congrès de la SFIO aussi. C'est donc sur la base de la CED que doit se faire l'entente. Et le MRP ne peut pas voter l'investiture à un homme qui n'annoncerait pas le débat sur la CED dans les dix jours. Les vacances approchent ; en octobre, il sera trop tard. La réforme électorale ? Lions-là à de nouvelles élections !

**Joseph Dumas.**- Je m'étonne de ce débat. Rien n'est changé au MRP : à quoi servent les décisions du Groupe ? Mendès aura-t-il le concours socialiste ? C'est à voir ! Je note que notre ami Bouret nous annonce un changement de politique étrangère avec Mendès ! A mon avis, le Groupe MRP n'a rien d'autre à faire que s'en tenir à sa déclaration de vendredi.

**Paul Hutin-Desgrées.**- N'oublions pas qu'une campagne est préparée contre le MRP. Ne donnons pas l'impression d'empêcher le dénouement de la crise !

**Robert Lecourt.**- Question préalable : le Groupe est-il ferme sur ses positions ? Pour faire une majorité européenne et sociale, il faut lever l'hypothèque de la CED. Les résolutions du Congrès resteront des vœux tant que la CED sera devant nous ! Rien n'est possible dans cette Assemblée Nationale tant que la CED est dans l'attente. Même si seul un gouvernement provisoire était possible aujourd'hui, il faudrait qu'il fasse venir le débat sur la CED. Nos conditions ? Ouvrir le débat dans la quinzaine qui vient sur la CED, s'engager sur son adoption, poursuivre la Conférence de Genève.

**Fernand Bouxom.**- Pas d'accord ! Le MRP est seul à réclamer le débat immédiat sur la CED. Il sera difficile de tenir sur cette position qui se résume en ceci : d'abord la CED ... alors que la paix en Indochine n'est pas encore venue.

**Pierre-Henri Teitgen.**- La politique extérieure et la CED sont aujourd'hui au cœur du problème politique. Dans les crises précédentes, c'était la même chose mais on avait quelques mois devant soi. Cette fois-ci, ce délai n'est plus possible. Si le débat est ajourné, la politique européenne est touchée à mort. Déjà l'Allemagne part à l'aventure, les Etats-Unis préparent un virage. Nous n'avons plus un instant à perdre. Il faut que la CED vienne dans les dix jours. Mais il n'y a pas de majorité pour soutenir ce point de vue. La SFIO ne veut pas sortir de l'opposition. L'ancienne majorité ? Son chef ne pourrait qu'ajourner la CED ; officieusement. Pour en sortir, il faut un miracle. Si l'on ne comprend pas cela, on entre dans le jeu et l'on perd tout. Le discours de Mendès prouve qu'il n'est pas favorable à notre politique extérieure.

**Henri Bouret.**- Exiger que vienne le débat sur la CED, oui, mais exiger que le nouveau gouvernement s'engage sur le fond, non. Car comment pourrait-on obtenir le concours socialiste ? Ou alors nous allons à l'impasse. Il faut le dire et être capable d'y aller.

**Robert Lecourt.**- Si le nouveau gouvernement ne s'engage pas sur la CED, c'est qu'il est disposé à infléchir la politique extérieure. Les périls que nous avons voulu éviter par la CED seront là. Les conséquences seront les mêmes aux Etats-Unis et en Allemagne que si le gouvernement était hostile à la CED. Allons-nous à l'impasse ? L'URAS, devant le choix à faire entre la CED et les élections, tiendra-t-elle indéfiniment ? Et la SFIO, devant le choix entre des élections et le vote d'une investiture ? Si le MRP entre dans un gouvernement neutre sur la CED, le Groupe MRP ne dira-t-il pas bientôt qu'il n'y a pas sa place ?

**André Colin.**- D'accord ! La crise actuelle est la plus grave depuis 1951. La position spectaculaire du MRP est due à sa virilité. Le Groupe a le devoir de se tenir fermement sur ses positions de vendredi. Depuis 1951 nous avons perdu chaque fois sur l'Europe, parce que la majorité comprenait l'URAS. Il faut en sortir. Il ne serait pas sérieux que le MRP accepte de voter pour un homme qui n'engage pas son gouvernement sur la CED. Bidault a un prestige immense dans le pays, grâce à sa défense de la fierté nationale. Le MRP peut agir avec rigueur sans craindre l'opinion. La fermeté du MRP, c'est la meilleure chance de permettre le dénouement rapide de la crise en provoquant sans brutalité la soumission des autres.

**Jean Letourneau** (qui n'est plus dans le gouvernement).- J'approuve Colin. Je m'attends à de puissantes pressions sur le MRP, au sujet de l'Indochine. Pour avoir la paix en

Indochine, il faut accepter la politique de Bidault et non pas celle de Mendès. Mendès obtiendrait moins que Bidault à Genève, c'est évident.

**Jacques Fonlupt-Espéraber.**- Par quoi remplacera-t-on la dissolution de l'Assemblée au bout de l'impasse envisagée ?

**Robert Lecourt.**- Il y a plusieurs moyens d'en sortir : faire voter une loi mettant fin au mandat des députés ; voter une investiture à condition que le nouveau gouvernement s'engage à dissoudre s'il est renversé sur la CED ...

**Pierre-Henri Teitgen.**- Le MRP peut aussi décider la non-participation au gouvernement.

**Robert Lecourt** propose une motion.

Elle est adoptée.

### **Mardi 15 juin à partir de 14h30 (49<sup>e</sup> réunion)**

*Convoqué à l'Élysée dimanche soir, Mendès-France a été « pressenti » officiellement lundi matin par Coty, à qui il a dit « oui ». Il est allé voir ensuite Laniel à Matignon et il a conféré avec les chefs militaires puis avec Bidault, ministre des Affaires étrangères. Il doit faire sa déclaration d'investiture le 17.*

Cette 49<sup>e</sup> réunion du Groupe MRP est présidée par **Maurice Lucas**.

**Paul Hutin-Desgrès.**- Je me demande quel président du Conseil désigné peut accepter les exigences du MRP. La politique est l'art du possible, afin d'obtenir les moins mauvais résultats ... Après m'être battu contre la crise, je me battrai contre la prolongation de la crise. A priori je n'écarte personne ni n'accepte personne.

**Roger Devémy.**- Oui, il convient de ne pas s'opposer a priori à quiconque, mais, dans l'intérêt de tous, il faut lever l'hypothèque de la CED. La recherche d'une solution de rechange, c'est l'enterrement de la CED.

**Pierre Abelin.**- Les élections ne sont plus possibles avant octobre, en raison des vacances d'été... J'aimerais savoir où en est la Conférence de Genève et ce qu'elle peut donner. Le problème le plus urgent est celui de l'Indochine.

**Edouard Moisan.**- Le groupe MRP pourra délibérer sur des propositions. Or jusqu'ici Mendès ne nous a rien proposé. Attendons !

**Francine Lefebvre.**- Nos réunions sont utiles pour notre santé morale.

**Robert Buron.**- J'approuve Moisan et F. Lefebvre. J'ai trois thèmes de réflexion : 1° l'arme de la dissolution nous a échappé ; 2° l'opinion publique réagit encore favorablement aux positions de Mendès-France ; 3° comment expliquer que nous serons plus durs avec Mendès qu'avec Laniel sur la CED ?

**Roger Devémy.**- En 1953, on pouvait admettre un délai pour la CED ; on ne peut plus aujourd'hui.

**Lionel de Tinguy** (Vendée).- Je souhaite que le MRP n'ait pas une position négative sur la réforme électorale. Je demande que notre Bureau recherche une solution MRP à ce problème.

**Jacques Fonlupt-Espéraber.** Pas d'accord ! Le MRP ne doit pas envisager d'abandonner l'actuelle loi électorale.

**Paul Hutin-Desgrès.**- J'approuve Devémy, Buron et je note que le temps presse.

**Joseph Dumas.**- Je n'assisterai plus à une réunion de groupe où l'on ne peut rien décider. Lisez ce qui est écrit

dans « Le Monde » ! Je regrette qu'il y ait toujours des naïfs au MRP.

**Edouard Moisan.**- Je me demande si certains membres du Groupe n'ont pas eu des contacts avec Mendès... Celui-ci n'a pas invité le Bureau du groupe à venir le voir ...

**Francine Lefebvre.**- Je veux rappeler, à ce sujet, le Règlement du Groupe : tout membre du Groupe convoqué par le président désigné doit en référer au président du Groupe.

**Robert Lecourt.**- Je propose la clôture du débat, qui est devenu sans objet. Réunissons-nous après avoir entendu la déclaration d'investiture.

**Henri Bouret.**- Il est utile que nous tenions une réunion quotidienne, pour faire le point... Ainsi j'aimerais avoir « des clartés » sur la conversation que Bidault a eue hier avec Mendès.

**Francine Lefebvre.**- Moi aussi je demande une réunion quotidienne du Groupe, pour tenir le moral.

**Jacques Fonlupt-Espéraber.**- Je déplore que l'an dernier on ait appris seulement après le scrutin d'investiture que Mendès avait proposé le Quai d'Orsay à Bidault. Je souhaite qu'un tel incident ne se renouvelle pas.

**Joseph Dumas.**- Je propose que nous demandions à notre bureau de convoquer le groupe quant il aura des faits nouveaux à lui communiquer.

**Lionel de Tinguy.**- Pas d'accord ! Tout membre du groupe a le droit d'être informé.

**Maurice Lucas.** Oui mais c'est précisément ce que demande Dumas.

La demande de Dumas (sous forme d'une motion écrite) est mise aux voix ; elle est adoptée.

**Paul Hutin-Desgrès.**- Je proteste contre cette décision.

**Robert Lecourt.**- Certains de nos amis jouent avec le feu et se laissent « travailler » à l'extérieur, au risque de nous faire perdre l'avantage acquis au départ. Mieux vaut réunir le Groupe lorsque des faits nouveaux seront à communiquer... Mendès a vu Bidault hier, oui, mais en sa qualité de ministre (et non pas de représentant du MRP).

**Paul Gosset** (Nord). - Il y a un malentendu. Pour nos amis absents hier, il s'agit seulement de se mettre au courant.

**Joannès Dupraz** (Indre-et-Loire).- Voilà beaucoup de bruit pour rien ! Il est de tradition, au MRP, de nous réunir tous les jours en période de crise. Cela dit, nous devons garder discipline et discrétion. Je fais confiance au Bureau.

**Fernand Bouxom.**- Moi aussi. Le Groupe maintient sa position, c'est la seule conclusion de notre réunion.

### **Jeu­di 17 juin, à partir de 15 heures 45 (50<sup>e</sup> réunion), juste après la déclaration d'investiture de Mendès-France.**

**Edouard Moisan**, qui préside la réunion, invite le Groupe à délibérer sur les questions à poser à Mendès

**Roger Devémy.**- Tranchons d'abord la question de la discipline de vote.

**Edouard Moisan.**- Il y a un an déjà, le Groupe a décidé d'appliquer la discipline de vote dans tous les scrutins d'investiture.

**Paul Hutin-Desgrès.**- Je ne connais pas cette disposition de notre Règlement.

Consulté, le groupe décide de renvoyer à une autre réunion la question de la discipline de vote.

**Alfred Coste-Floret.**- Voici mes questions : Mendès soutiendra-t-il le traité de CED s'il ne parvient pas à le faire modifier ? Au cas où il obtiendrait la réouverture de la

négociation, qu'espère-t-il obtenir des partenaires ? Que peut accepter l'Allemagne ? En plus ou en moins ?

**Roger Devémy.**- Le rendez-vous pris par Mendès sur l'Indochine amènera le Vietminh, dans un mois, à passer à l'offensive et à refuser la poursuite de la négociation. Sur la CED, je note que Mendès ne parle pas de soumettre le traité à l'Assemblée. C'est inconcevable pour le MRP !

**André Monteil.**- Permettez ! Pour l'instant il s'agit des questions à poser à Mendès.

**Pierre-Henri Teitgen.**- Il faut poser deux questions préalables : 1° sur l'Indochine, peut-on scinder la négociation de la paix et les mesures à prendre en cas d'échec de la négociation ? 2° sur la CED, que fera Mendès si la solution de rechange échoue, quelle solution soumettra-t-il à l'Assemblée et dans quel délai, enfin sait-on ce qu'en pensent nos partenaires ?

**Albert Gau** (Aude).- Demandons à Mendès s'il accepte ou non la création d'une nouvelle armée allemande.

**Francine Lefebvre.**- Partons de notre manifeste du 11 juin... Pour l'opinion publique, Mendès est l'homme de la paix et de la concorde.

**Jean Catrice.**- Il est souhaitable que nous ne fassions pas de procès d'intention à Mendès ... Le MRP est-il prêt à poser à tout candidat des exigences aussi dures ? Je note que la politique économique commande la politique extérieure. On ne peut pas dissocier les deux problèmes.

**Georges Bidault.**- Ce qui a été dit il y a quelques jours (le 9 juin) aidera à interpréter ce qui est dit aujourd'hui ! Il a été dit : huit ans d'erreurs et de crimes ! Le MRP est-il d'accord ? Donnera-t-il raison à Mendès contre lui-même ? Le MRP doit s'en tenir à ce qu'il a dit le 11 juin. La déclaration de Mendès annonce l'enterrement de la CED et elle constitue un acte de foi dans ce que le Vietminh voudra bien nous accorder.

**Germaine Poinso-Chapuis.**- Mendès a attaqué les hommes du MRP. Quelles que soient les intentions du Groupe, il faut que l'opinion soit en éveil. Que nous prépare-t-on en politique étrangère ? Le 9 juin, Mendès a accusé Bidault de ne pas vouloir la paix. Il lui a demandé quelles mesures militaires il comptait prendre. Malgré les réponses de Bidault, il a refusé sa voix au Gouvernement. Posons aujourd'hui les mêmes questions à Mendès ! Bidault demandait quelques semaines de liberté. Aujourd'hui, Mendès ne demande pas autre chose. Obligeons-le à le reconnaître ! C'est une question d'honnêteté... En outre Mendès doit savoir ce qu'il proposera dans un mois dans le domaine économique... Sur la CED, où veut-il en venir ? Si tout cela n'est pas clair, nous allons à une redoutable équivoque.

**Maurice-René Simonnet**, secrétaire général du MRP.- Bidault a parlé trop tôt ! L'Assemblée va connaître sa position. Elle prévoit celle du Groupe. Il est donc inutile de poser des questions. Les autres groupes nous surveillent et sont attentifs à ce que nous allons faire. Ainsi quand les radicaux sauront ce que Bidault vient de nous dire, ils décideront de voter tous en bloc pour Mendès, sans risque !

**Georges Bidault.**- J'ai simplement rappelé ce que tout le monde a entendu il y a quelques jours. Ce qui a été dit dans le discours de Mendès c'est ce que le MRP a condamné depuis huit ans ; le renversement de la politique extérieure.

**Fernand Bouxom.**- Il est inutile de poser des questions à Mendès : le MRP peut se déterminer en fonction de sa résolution de vendredi. Si nous tenons à lui poser des questions, demandons-lui ce qu'il pense aujourd'hui du discours qu'il a prononcé le 9.

**Joseph Dumas.**- Je pense que les questions formulées ici il y a quelques instants par Germaine Poinso-Chapuis sont celles qu'il convient de poser à Mendès.

Consulté, le Groupe décide de poser des questions en séance.

**Edouard Moisan.**- Elles pourraient l'être par Alfred Coste-Floret.

**Joseph Dumas.**- ... ou par Germaine Poinso-Chapuis elle-même.

**Fernand Bouxom.**- C'est du rôle du Bureau.

**Joseph Defos du Rau.**- Non, le président du Groupe doit prendre la parole à tout moment quand il lui plaît de la prendre.

**Alfred Coste-Floret.**- J'offre à Germaine Poinso-Chapuis de parler en notre nom ; elle est en flèche et son intervention sera interprétée comme une position hostile.

Le groupe charge Germaine Poinso-Chapuis d'intervenir en son nom.

#### **Jeudi 17 juin, à partir de 22 heures 30 (51<sup>e</sup> réunion), après les réponses de Mendès en séance.**

**Edouard Moisan** préside.

**Fernand Bouxom.**- Je note d'abord la qualité du discours de Mendès. Sur la CED, il cherche à donner satisfaction à tout le monde. Il met le problème de côté jusqu'en septembre. Peut-on parler d'un renversement de la politique extérieure ? C'est difficile. J'hésite. Je me demande si l'on peut obtenir davantage avec cette assemblée. Peut-être vaut-il mieux lever l'hypothèque pour que le débat sur la CED vienne enfin et sans rémission en septembre.

**Alfred Coste-Floret.**- Les projets de Mendès sur la CED sont irréalisables. Il a tourné la difficulté. Il a dit que son gouvernement saisirait le Parlement d'un texte. Quel texte ? Il ne pourrait le faire sans rouvrir les négociations. Et cela il ne l'a pas dit. La réouverture de la négociation serait le changement indirect de la politique étrangère.

**Joseph Dumas.** Nous devons saisir cette occasion de nous trouver hors du gouvernement.

**Henri Bouret.**- Je voterai pour Mendès-France. Certes, je fais des réserves sur la position de Mendès en ce qui concerne le réarmement de l'Allemagne, mais l'enjeu de cette crise c'est de savoir si le MRP va terminer la législature à droite. Allons-nous encore une fois laisser passer la chance d'un changement de majorité.

**Robert Buron.**- Si Mendès n'est pas investi, Bidault acceptera-t-il de former le nouveau gouvernement ? Le MRP est-il prêt à proposer des élections générales dans un texte ? Après le discours de Mendès l'opinion lui sera plus que jamais favorable. Comment expliquer demain que le MRP refuse de jouer la novation qu'il a demandée ? Sur la CED, le projet de Mendès mérite examen. Il faut lever l'hypothèque Mendès en votant pour lui.

**François Reille-Soult.**- Moi aussi je voterai pour Mendès, parce que je suis pour la CED ! En effet on ne peut pas faire voter la CED sans que la SFIO soit dans la majorité. D'ailleurs le Congrès MRP de Lille a demandé une nouvelle majorité.

**Henri Meck.**- Mendès a fait un affront au MRP en disant que lui, Mendès est pour la paix, voulant dire ainsi que le MRP est pour la guerre. Quelle est la solution de rechange à la CED ? Le réarmement de l'Allemagne ! Il n'y en a pas d'autre ! Les conséquences internationales d'un succès de Mendès seraient irrémédiables.

**Pierre-Henri Teitgen.**- Mendès continuerait à négocier dans la ligne de Bidault et appliquerait les mesures militaires prévues par Laniel ? Alors pourquoi a-t-il provoqué la crise sur l'Indochine ? Il a dit : "Je me donne quatre semaines pour faire la paix. Si j'échoue, je transmettrai la guerre à mon successeur". Comment un Parlement peut-il approuver une telle déclaration ? Sur la CED, il veut rouvrir les négociations. Qu'en pensait le Groupe MRP lui-même il y a quatre jours ? La réouverture des négociations, c'est la fin de la CED. C'est manifeste. Personne d'averti des problèmes internationaux ne peut le contester. La majorité de Mendès n'est ni européenne ni sociale : elle comprend l'URAS, le Groupe radical, Pierre André ! Elle n'aurait d'écho que sur le plan international. Ce serait seulement une grande victoire du Parti communiste !

**André Monteil.**- Je fais appel à votre objectivité. Fixer un délai pour l'Indochine n'est pas une mauvaise opération, du point de vue diplomatique et militaire. Si l'on croit que l'Europe dépend de la CED, on ne peut pas risquer le sort de l'Europe à quelques voix. La chance vaut d'être courue de chercher à réunir une forte majorité. J'ai des idées à ce sujet : entrée en vigueur de la CED subordonnée à des conditions politiques (assemblée européenne). Je note d'ailleurs que Guy Mollet va voter pour Mendès. Enfin, autre argument : que ferait-on demain avec la majorité d'hier ?

**Robert Lecourt.**- J'ai voté l'investiture de Mendès il y a un an et je ne le regrette pas. Nous devons voter tous ensemble. Sinon notre vote jouera contre nous. Permettez-moi de rappeler les décisions du Congrès et le communiqué du Groupe du 11 juin. Il serait grave de ratifier la CED à dix voix seulement ? Certes, mais Mendès ne compte pas les voix communistes ; et pourquoi les compter sur la CED ? Rouvrir le dossier sur la CED c'est illusoire. Que fera ensuite le gouvernement ? Il pourra retirer le projet purement et simplement. Quelle garantie aurons-nous ? Sur la majorité nouvelle, qu'apporte Mendès ? Elle restera incohérente sur l'Europe. La clé de la majorité nouvelle, c'est la levée de l'hypothèque de la CED et l'enjeu du vote c'est la politique européenne.

**Jean Catrice.**- Sur l'interprétation des décisions de notre Congrès de Lille, je ne suis pas d'accord ! Beaucoup d'entre elles nous poussent à voter pour Mendès ! Si Mendès peut apporter la paix en Indochine, il faut lui donner sa chance ... Je ne crois pas que la majorité de Mendès soit anti—sociale... Le vote du MRP pour Mendès déjouerait la tactique communiste sur la signification anti-européenne du scrutin.

**Francine Lefebvre.**- Je rejoins Bouxom. Je rappelle l'importance que le MRP attache au retour de la SFIO dans la majorité. Si le MRP apportait ses voix à Mendès, la majorité apparaîtrait européenne et non pas anti-européenne. Mendès provoquerait un sursaut dans le pays. Il faut jouer cette chance.

**André Colin.**- J'ai souhaité le succès de Mendès. Les socialistes européens votent pour lui, pour pouvoir se réclamer de ce geste ultérieurement, en faveur d'un européen. Cela dit, j'aurais aimé que Mendès rendît hommage à Bidault, dont j'accepte la politique... Un candidat MRP ou SFIO plus pacifiste que Mendès ne recueillerait pas les voix communistes. Que signifie cela ? Qu'il y a autre chose. Il s'agit de l'Europe. Or le MRP a refusé toute ambiguïté à ce sujet. Un mal profond a été fait aujourd'hui à la cause des alliances occidentales : le vote du Parti communiste en faveur de Mendès démontre au monde qu'il existe en France, à la discrétion du PC, une majorité de rechange. Je demande instamment au Groupe de le comprendre. Je fais appel à la discipline.

**Par 37 voix contre 16 et 2 abstentions, le Groupe MRP décide de ne pas voter l'investiture de Mendès.**

**Edouard Moisan.**- Je rappelle que le Règlement du Groupe prévoit la discipline de vote dans les scrutins d'investiture.

**Le Groupe décide de s'abstenir dans le scrutin.**

**Fernand Bouxom.**- Bien que partisan de Mendès, je fais appel à discipline.

**Edouard Moisan.**- Votre Bureau a demandé à Jean Lecanuet d'expliquer à la tribune cette abstention.

Le Groupe donne son accord.

En séance publique, ce 17 juin, dans la soirée, **Jean Lecanuet** prononce son discours (l'Indochine, l'Europe) qui est reçu par l'ensemble du monde politique comme un modèle de rigueur intellectuelle et de talent oratoire.

#### **Dans les réponses de Mendès-France aux questions de G. Poinso-Chapuis**

- **Sur la Conférence de Genève**

"... On m'a demandé avec qui j'allais négocier. Avec l'adversaire. — je m'excuse de cette lapalissade — et en étroite liaison avec nos alliés et les Etats Associés... Si, par malheur, les efforts de la délégation française étaient infructueux, si la guerre se poursuivait et se développait, alors je crois pouvoir affirmer que je laisserais à mon successeur une situation meilleure que celle que je reçois... Nous ne resterons pas inactifs, alors que nos adversaires préparent peut-être d'autres offensives. Le gouvernement prendra donc les décisions qui sont à l'étude depuis plusieurs semaines".

- **Sur la défense de l'Europe**

"...Le gouvernement mettra en présence des représentants qualifiés des deux écoles de pensée... Si le rapprochement ne se produit pas, il prendra ses responsabilités et soumettra au Parlement un texte... Mais comment pourrais-je lui donner des précisions, sans compromettre l'effort du rapprochement ? ..."

#### **Dans le discours de Lecanuet expliquant l'abstention du Groupe MRP**

- **Sur la Conférence de Genève**

Nous ne nous permettons pas de douter de votre sincérité et nous ne nous intenterons pas un procès d'intention, comme vous avez fait hier : ce serait indigne de vous et du Parlement. Mais nous avons été étonnés de vous entendre dire que, si vous n'aviez pas obtenu la paix dans quatre semaines, vous démissionneriez et laisseriez à votre successeur la charge de faire la guerre ; votre politique du choix prend ainsi l'aspect inattendu d'un transfert des responsabilités.

En revanche, nous nous sommes félicités que vous pensiez obtenir le cessez-le-feu d'ici le 20 juillet en poursuivant les efforts de la délégation française à Genève : c'est un hommage, quoique tardif, rendu au ministre des Affaires étrangères dont, vous le constatez aujourd'hui, les initiatives ont servi efficacement la cause de la paix.

### • Sur la défense de l'Europe

Mais cette formule de rechange, si vous ne l'avez pas définie dans votre déclaration, si vous la subordonnez à un nouveau préalable, le préalable indochinois et si vous en reportez au 20 juillet l'élaboration, c'est sans doute qu'il est impossible de dissimuler son véritable caractère : la reconstitution d'une force allemande autonome.

Si vous vous engagez dans cette voie, vous irez à l'encontre de la politique constamment approuvée par le Parlement, ainsi que des sentiments du pays. Ne craignez-vous pas de détruire un des fondements de la politique française sans la remplacer par rien, du moins rien d'acceptable.

Ce qui nous avait le plus séduits l'an dernier, c'était votre appel aux options nécessaires. Mais ce courage du choix, pourquoi ne le manifestez-vous pas ce soir, pourquoi différez-vous l'option la plus importante et dont vous savez bien que, si nous prétendons l'éluider, les événements nous l'imposeront ? Attendez-vous que M. Churchill revienne de Washington ? Que se passerait-il pendant de nouvelles négociations ? Ne craignez-vous pas que Moscou ne renouvelle ses propositions sur le réarmement de l'Allemagne ou que nos alliés ne reviennent aux vues qui étaient les leurs en 1950 et auxquelles nous ne les avons fait renoncer qu'en leur proposant la seule solution de rechange acceptable pour la France : la communauté européenne de défense ? Que deviendrait la coexistence pacifique que vous souhaitez et qui suppose l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest ? Cet équilibre n'est-il pas la condition de la réussite des négociations ?

#### Dans le bulletin d'information du Groupe daté du 18 juin 1954 (n° 46)

M. Pierre Mendès-France a été investi par 419 voix, dans la nuit de jeudi à vendredi.

Le groupe MRP s'est abstenu dans le scrutin. Dix de ses membres n'ont toutefois pas respecté la discipline de vote, prévue par le règlement intérieur du groupe en cas d'investiture. Ce sont : Aubin, Bouret, Buron, Couston, Elain, Fonlupt-Espéaber, Hulin, Monteil, Reille-Soult, Sékou.

Pour obtenir le cessez-le-feu en Indochine, M. Mendès-France a approuvé la politique qu'il condamnait hier.

Pourquoi donc avait-il ouvert la crise, au risque d'interrompre la négociation ?

Son dessein ne pouvait être d'obtenir le concours des communistes, puisqu'il en avait récusé d'avance les suffrages.

Mais c'est un fait qu'ils lui furent promis, et donnés, avec ceux de presque tous les adversaires de la politique européenne. C'est un fait aussi que, partisan du réarmement allemand, il envisage une solution de rechange à la CED, c'est-à-dire la renaissance d'une Wehrmacht, ce que les Américains souhaitent afin de pouvoir retirer leurs divisions d'Europe.

Comment ne pas redouter, dans ces conditions, qu'il s'agisse de remettre en cause la politique étrangère de la France, aux dépens d'une sécurité encore précaire, acquise par huit ans d'efforts diplomatiques ?

L'enjeu était trop considérable pour que le groupe MRP pût favoriser l'expérience.

Il a estimé que la fidélité aux résolutions du congrès de Lille et à sa décision prise, avec la commission exécutive, avant la chute du gouvernement Laniel, lui commandait de refuser ses voix à Mendès-France. Il reste convaincu que la clé de la majorité européenne et sociale est la décision du parlement sur la CED.

L'avenir dira si la construction européenne peut encore être sauvée. Ceux de ses partisans qui ont voté l'investiture de M. Mendès-France ont pris une responsabilité très lourde. Quoi qu'il en soit, parce que le parti communiste peut montrer au monde qu'il est capable d'aider à la constitution d'une majorité de rechange, un mal profond a été fait hier à la cause du monde libre.

## La formation du Gouvernement Mendès-France

**Vendredi 18 juin à partir de 2 heures (du matin) (52<sup>e</sup> réunion)**

**Robert Lecourt** invite le Groupe à délibérer sur l'éventualité d'une participation du MRP au gouvernement que constitue Mendès France.

- J'ai eu un entretien avec Mendès France, dit-il. Il m'a dit qu'il envisageait de faire appel à la collaboration de la SFIO et du MRP. Il offre au MRP des portefeuilles, même à ceux qui n'ont pas voté pour lui ; mais il lui retire le Quai d'Orsay. Il a l'intention de créer un grand ministère de l'expansion économique et du travail qu'il confierait volontiers au MRP ; il offre aussi au MRP le ministère de l'Intérieur.

A l'unanimité moins quatre voix, le Groupe MRP rejette la participation au gouvernement en cours de formation.

**Jacques Fonlupt-Espéaber.**- Je rappelle ici que le Groupe MRP a voté l'investiture d'Antoine Pinay et qu'il a soutenu des gouvernements de droite. Je regrette l'attitude du MRP dans la crise actuelle.

**Edouard Moisan.**- Moi je regrette les indisciplines de vote. Elles contredisent ce que j'ai dit en votre nom et avec votre accord, en séance publique, avant l'ouverture de la crise.

**Jeudi 24 juin à partir de 14 heures (53<sup>e</sup> réunion)**

Au début de cette réunion, présidée par **Robert Lecourt**, il est question de la situation de Buron et de Monteil qui ont accepté d'entrer au gouvernement comme ministre de la France d'outre-mer et secrétaire d'Etat à la Marine. Le Bureau a dit la veille qu'ils n'étaient plus membres du Groupe. Mais sont-ils encore membres du MRP ? Cela dépend du Mouvement et non pas du Groupe, fait remarquer Lecourt. Au sujet des dix indisciplinés, il indique qu'ils seront reçus par le Bureau.

Le Groupe débat ensuite de son attitude à l'égard du nouveau gouvernement. Un scrutin sur sa composition va avoir lieu dans la journée.

**René Penoy** (Ardennes).- Ni hostilité, ni soutien ; abstenons-nous. L'opinion est inquiète de notre absence au gouvernement.

**Alfred Coste-Floret.**- Réservons l'avenir.

**Paul Coste-Floret.**- Nous pouvons annoncer certains votes favorables mais nous devons nous présenter comme opposants. Abstention aujourd'hui.

**Jean Catrice.**- Disons que le MRP ne gênera pas la négociation comme l'a fait l'opposition d'hier contre Laniel et Bidault.

**Fernand Bouxom.**- Il me paraît inutile de faire une intervention en séance.

**François Reille-Soult.**- J'ai voté Mendès et je n'ai pas changé d'opinion sur lui.

**Francine Lefebvre.**- Qui votera pour le gouvernement ? La SFIO et le PC sont gênés. Lecourt doit parler en notre nom.

**Georges Bidault.**- Oui ! Quand on a la conscience déchirée, on a le droit de s'en aller et non pas de s'insurger ; la discipline est une loi. Restons fidèles au Congrès, à nos idées, à notre foi, sans défaillance comme sans hargne.

**Lionel de Tinguy.**- Mieux vaut nous tromper en commun plutôt que nous combattre à l'intérieur... Je fais observer à

Reille-Soult que le gouvernement est composé de telle sorte qu'il ne peut pas l'approuver.

**Robert Schuman.**- Le Groupe doit parler dans ce débat... Qui se trouve dans ce gouvernement ? Nos adversaires les plus farouches sur l'Europe ! C'est le premier gouvernement qui parle d'une solution de rechange pour la CED. Les partenaires de la France n'en veulent pas. Le gouvernement s'engage donc dans une impasse. Disons que nous restons fidèles à nous-mêmes, à notre politique, que nous ne harcèlerons pas le gouvernement comme l'ont fait nos adversaires pour le Gouvernement Laniel... Il y a des bruits de couloirs à mon sujet. Je les dénonce. Je ne change pas d'avis. Je reste loyal à l'égard d'un texte que j'ai signé. Je ne suis pas un ministre que l'on tient en réserve. Je le dis avec netteté pour dissiper toute équivoque.

**Robert Lecourt.**- Je propose l'abstention.

Par 29 voix contre 7 et 3 abstentions, le Groupe décide de s'abstenir sur la composition du Gouvernement Mendès-France.

Il décide d'expliquer cette abstention par la voix de son président, Robert Lecourt.

En séance, la composition du gouvernement (renvoi des interpellations) est approuvée par 433 voix contre 23.

#### **Vendredi 25 juin à partir de 14 heures 30 (54<sup>e</sup> réunion)**

Réuni sous la présidence de **Maurice Lucas**, le Groupe délibère sur un projet de loi relatif à un nouveau (le septième) douzième provisoire concernant le budget

annexe des **prestations familiales agricoles**. Selon Defos du Rau, Cayeux, Viatte, de Tinguy, le Groupe doit profiter de sa liberté pour voter contre ce texte, qui traduit la carence des ministres responsables (Edgar Faure, Ulver, Houdet). Mais par 6 voix contre 4, il décide de voter pour.

#### **Mardi 29 juin à partir de 14 heures (55<sup>e</sup> réunion)**

Sous la présidence de **Robert Lecourt**, le Groupe discute d'un projet relatif au **contrôle fiscal** exercé par les contrôleurs polyvalents, puis procède à un échange de vues sur **son attitude à l'égard du gouvernement**.

**Robert Lecourt.**- Dans l'ensemble, les fédérations (départementales) MRP approuvent cette attitude... Je propose que le Groupe vote pour (et explique son vote) les mesures qu'il approuverait s'il était dans la majorité.

**Lionel de Tinguy.**- Le Gouvernement sait qu'il ne peut faire voter ses mesures financières sans l'appui du MRP.

**Marie-Madeleine Dienesch.**- Le MRP n'est pas assez fort pour jouer un jeu aussi subtil. Je préférerais la discrétion du MRP jusqu'au 20 juillet. Toute initiative serait déformée par la presse.

**Paul Gosset.**- Je signale le danger d'un appui à des impôts impopulaires.

**Henri Meck.**- Il appartient à la majorité Mendès-France de voter les mesures impopulaires.

**Robert Lecourt.**- Il ne s'agit pas dans mon esprit de voter des mesures impopulaires. Mais voter pour le gouvernement, quand c'est possible, en expliquant pourquoi, cela permettra au MRP d'être plus fort pour s'opposer avec fermeté à toute tentative de changer la politique étrangère.



**Fernand Bouxom**



**Jean Catrice**



**Francine Lefebvre**



**André-François Mercier**

#### **Dans le scrutin d'investiture de Mendès-France :**

- **Trois députés MRP ont proposé le vote "pour" mais se sont abstenus pour respecter la discipline de vote (ci-dessus)**
- **Un a voté contre : A-F Mercier**

*Dans notre prochain numéro, le cessez-le-feu en Indochine et l'échec de la CED... En obtenant ce cessez-le-feu dans les conditions qu'il avait lui-même choisies, Mendès-France pouvait-il encore faire ratifier le traité de CED ? La question a été posée, mais elle n'a jamais eu de réponse.*



**Voici les dix députés MRP qui ont voté l'investiture de Pierre Mendès-France le 18 juin 1954 (au cours de la séance de nuit du 17 au 18). De gauche à droite et de haut en bas :**

- **Jean Aubin, né en 1901 (député des Hautes-Alpes), Henri Bouret, né en 1916 (Côtes-du-Nord), Robert Buron, né en 1910 (Mayenne) ;**
- **Paul Couston, né en 1903 (Vaucluse), Pierre Elain, né en 1913 (Mayenne), Jacques Fonlupt-Espéraber, né en 1886 (Haut-Rhin)**
- **Henri Hulin, né en 1912 (Aisne), André Monteil, né en 1915 (Finistère), François Reille-Soult, né en 1891 (Tarn) ;**
- **Sékou Sanogo, né en 1921 (Côte d'Ivoire).**

## QUELLES PAROLES LE MRP ADRESSAIT-IL A SES MILITANTS DEMANDEURS D'UNE RECHERCHE COMMUNE ET D'UN RETOUR AUX SOURCES



Philippe Farine, élu à 29 ans  
député MRP des Basses-Alpes

Philippe Farine, membre fidèle de notre amicale, fut l'un des conférenciers qui, à Paris et en province, du début des années 50 au début des années 60, allèrent expliquer au public, souvent jeune, toujours intéressé par l'action civique, ce qu'était la vocation du MRP.

Dans les archives de la Fédération de la Seine, nous venons de retrouver le texte de l'une de ses conférences, intitulée "Le sens de notre engagement politique". On y trouve les signes d'une grande espérance, maintenue en dépit des conditions difficiles de l'époque (1961) et de la perspective du déclin du Mouvement.

Nous publions ce texte avec son accord.

Né le 1<sup>er</sup> mai 1917 à Marseille, avocat, Philippe Farine est élu député MRP des Basses-Alpes en juin 1946 à 29 ans.

Non réélu en 1951, il est chef du cabinet de Maurice Schumann au ministère des Affaires étrangères, de 1952 à 1954, puis chef du cabinet de Robert Lecourt au ministère de la Justice en 1957 et 1958. Il se consacre ensuite à l'action politique ou sociale dans diverses associations, notamment aux Nouvelles Equipes Internationales et aux Semaines Sociales

Mes chers camarades,

Ce que je vous présente ce soir ce n'est pas un exposé doctrinal, moins encore un cours magistral, comme on le fait dans une faculté, voire aux Semaines Sociales. Je ne viens pas ici pour vous enseigner, mais pour amorcer, susciter une réflexion en commun.

C'est une contribution à une recherche commune, une recherche dont nous savons qu'elle n'est jamais terminée, c'est un travail d'approfondissement, de "ressourcement" : retour aux sources pour mieux les connaître et mieux s'en inspirer ... de clarification aussi. Un travail que personne ne peut faire pour son voisin et que chacun doit prendre à son compte, tel qu'il est.

Car nous ne sommes pas intelligences pures. Nous sommes des êtres de chair et d'esprit, avec notre histoire d'hommes ou de femmes, avec nos passions, nos goûts, notre style, nos habitudes, avec ce que nous aimons et nous détestons.

Nous sommes des "personnes", nous ne sommes pas des robots. Et c'est tout cela, c'est cet être vivant qui est "engagé" tout entier, et c'est cet être vivant qui doit réfléchir sur les raisons de son engagement.

Dans une journée d'études MRP, il ne s'agit pas – comme on le fait ailleurs – de façonner "le" militant type, mais de permettre à des hommes et des femmes d'être plus eux-mêmes à travers leur action militante, de grandir avec elle, de se réaliser pleinement par elle.

Dès le départ, cette orientation de notre réflexion a déjà valeur de principe. Elle nous situe. Nous croyons à l'éminente dignité de la personne humaine. Cette croyance est au cœur de notre action politique. Elle doit être au cœur de nos méthodes d'éducation et de formation politiques. Ce cher vieux Buffon nous le disait déjà : "Le style, c'est l'homme". Que notre style à nous soit déjà révélateur de ce qu'est notre Mouvement !

Pour moi, je parlerai ici tel que je suis. Je ne suis ni philosophe, ni historien, mais un homme engagé qui essaie de réfléchir devant vous sur son engagement.

Ce sont donc de simples thèmes de réflexion, ou encore si le terme ne vous paraît pas trop prétentieux, une sorte de méditation politique que je vous livre ce soir.

Voici le plan que je vais suivre : 1° - Qu'est-ce que l'engagement politique ? 2° - Notre engagement à nous : quel est-il ? 3° - Quelles orientations découlent de cet engagement ? 4° - Quelles exigences pour l'action découlent de ces orientations ? 5° - Comment enfin, replacer cet engagement dans le grand mouvement de notre époque ...

### QU'EST-CE QUE L'ENGAGEMENT ?

Engagement : un mot à la mode ! Que signifie-t-il ? Deux notions apparaissent immédiatement : celle de "participation" et celle de "volontariat".

Il n'y a pas d'engagés obligatoires, il n'y a que des engagés volontaires. L'engagement suppose donc un acte volontaire de la part de celui qui s'engage. Il n'y a pas d'engagement forcé, qu'il s'agisse de contrainte matérielle ou de contrainte psychologique. L'engagement est un acte libre.

L'engagement, c'est autre chose que la sympathie. Prenons un exemple bien connu : le dimanche sur un stade de football, il y a 22 engagés (les deux équipes qui s'affrontent) et, autour, toute une masse de gens qui encouragent les joueurs. Ils ne sont pas engagés dans l'équipe, ils sont "supporters". L'engagement, c'est être plus que "supporter", c'est descendre sur le terrain. C'est autre chose et plus que la sympathie.

L'engagement, c'est aussi plus que l'adhésion. Ce mot s'est affadi. Il pourrait être synonyme d'engagement mais il a pris un autre sens. Aujourd'hui, adhérer signifie donner à une idée, à une organisation, un accord de principe intellectuel ou affectif, raisonné ou spontané. C'est utile, valable, souhaitable, ce n'est pas suffisant.

Ce qu'on appelle en termes d'action politique "la prise de carte" et qui matérialise en quelque sorte l'adhésion est certes un geste qui peut se confondre dans le temps avec l'engagement dans l'action, mais pas nécessairement.

### Attention aux contrefaçons... et aux déviations.

L'adhésion, c'est bien, mais il faut aller au-delà, vers un véritable engagement militant.

Mais ici, attention aux contrefaçons ; il y a beaucoup de contrefaçons de l'engagement... Être engagé, ce n'est pas lire un journal qui se dit engagé. Ils sont nombreux ceux qui croient avoir fait acte d'engagement lorsqu'ils font leurs délices de la presse, d'un auteur, d'un littéraire réputé "engagé".

Ils ressemblent à ces gens qui croient être sportifs parce que, dans les tribunes du Parc des Princes, ils crient "Allez, Racing!". Ces deux attitudes sont du même ordre.

L'engagement, c'est bien autre chose. Et c'est avant tout le don de soi et le don de soi, pas simplement pour les grandes tâches, mais d'abord pour les tâches humbles. Le militant qui n'est pas capable de s'engager pour des tâches humbles n'est pas un militant.

Il y a relativement peu d'engagés sur la terre et en France. Et cela se comprend : on ne s'engage pas pour faire plaisir à tel ou tel ou à soi-même, on s'engage pour se battre. Oui, il y a peu de gens qui s'engagent.

Et tout de suite, voici le risque qui les menace du fait même qu'ils sont peu nombreux. Ce risque, c'est de se couper de la masse, de la base, du gros de la troupe. C'est le risque commun à tous les engagés, quels que soient leur parti, leur tendance ou leur foi ... C'est une tentation, une tentation "aristocratique", la tentation de l'orgueil.

Ecoutez bien ce que je vous dis : la première qualité d'un militant, ce n'est pas l'intelligence, ce n'est même pas le dévouement, c'est l'humilité ... Et ensuite, l'amour ...

### L'ENGAGEMENT POLITIQUE

Serrons d'un peu plus près notre réflexion. Après l'engagement, disons l'engagement politique.

Il y a plusieurs styles d'engagement, plusieurs formes ; social, syndical, culturel, familial, religieux (mais ce dernier est d'une autre nature).

Toutes ces formes ont leur noblesse et beaucoup peuvent coexister, quoique chacune ait un but propre qu'il convient de respecter.

Mais le nôtre, à nous militants du MRP, le nôtre, c'est l'engagement politique qui est le plus difficile, mais qui est irremplaçable, celui qui va agir sur les structures de la société, soit pour les conserver, soit pour les transformer et souvent pour les deux à la fois (pour en conserver certaines et en transformer d'autres).

### La peur de se salir.

L'engagement politique ... dès qu'on prononce ces mots, la première objection fuse. Vous la connaissez, vous l'avez entendue, nous l'avons tous entendue : "La politique ? Non : c'est sale, on s'y salit les mains, et parfois l'âme !..."

Combien nous en connaissons de ces gens qui nous font cette objection et comme nous avons parfois la tentation de nous la faire à nous-mêmes cette objection, les jours où vraiment c'est trop difficile... Ne nous en étonnons pas ; elle est vieille comme le monde cette tentation, elle fait partie de la vie même du militant ...

En 1935, dans "L'humanisme intégral", Jacques Maritain écrivait ceci, qui s'appliquait à l'action catholique mais qui peut se transposer pour l'action politique. "La peur de se souiller en entrant dans le contexte de l'histoire, c'est une crainte pharisaïque ... On ne peut pas toucher à la chair de l'être humain sans se salir les doigts ; mais se salir les doigts ce n'est pas se salir le cœur. L'Eglise catholique n'a jamais eu peur de cesser d'être pure en touchant nos impuretés. Si au lieu d'être dans le cœur, la pureté monte à la tête, elle fait des sectaires et des hérétiques".

Mettre la main à la pâte, c'est à cela qu'est convié l'engagé politique. Il a donc à écarter une seconde tentation,

après celle de l'orgueil : la tentation de l'angélisme : "Qui veut faire l'ange fait la bête !" Adage bien connu et ... souvent pratiqué!

Premier choix : que fait donc le militant politique ? Il met la main à la pâte. Il ne choisit ni la tour d'ivoire, ni la tribune, mais la mêlée. Et il le fait en prenant en quelque sorte à pleines mains ce monde tel qu'il est : celui d'aujourd'hui, de 1961 ; non pas celui dont nous pouvons rêver, soit par nostalgie, soit par utopie, ni celui d'hier, ni celui de l'an 2000, mais celui d'aujourd'hui. Aujourd'hui, un maillon dans la chaîne des générations, un moment dans la montée humaine. Aujourd'hui conditionné par hier et préparant demain.

Le militant politique devra connaître hier et prévoir demain. Il devra s'appuyer sur le passé et construire l'avenir. Mais son chantier à lui, c'est aujourd'hui, c'est ce monde, cette terre, cette époque, ce pays, cette ville, ce quartier qui lui est donné, celui-là et nul autre.

Il y a des caricatures de l'engagement politique. Que le style même de notre action politique doive en quelque sorte réhabiliter la politique elle-même, c'est évident. La politique en a bien besoin. Et certaines conceptions doivent être condamnées et pourchassées.

Et tout d'abord l'action politique authentique, ce n'est pas la "politicaillerie". Disons brutalement que le maquignon politique n'est pas un engagé. Il peut faire de la politique un métier et y trouver profit, ce n'est pas un militant.

Si elle n'est pas "maquignonnage" la politique n'est pas non plus un "sport" ni une "guerre". Un sport ? Pour trop de gens, l'action politique se confond avec une succession de "coups" réussis, il suffit de gagner pour être dans le vrai. D'où un certain dilettantisme accompagné de quelque scepticisme qui aboutit en définitive à l'opportunisme. On joue, on fait une carrière, on joue avec les sentiments pour se servir des hommes, afin d'être du bon côté au bon moment. Cette politique-là - qui est un jeu - est tout le contraire de l'engagement.

Mais si la politique n'est ni un sport, ni un jeu, elle n'est pas non plus la "guerre". Nous rejetons ce fanatisme dans lequel se durcit pour certains l'action politique au point de n'en être qu'une caricature forcée, ce fanatisme pour lequel "l'autre" n'est plus qu'un adversaire qu'il faut abattre à tout prix, un ennemi qu'il faut détruire. Mentalité de guerre pour laquelle tous les moyens sont bons et qui s'achève en totalitarisme.

Non vraiment, notre engagement politique ce n'est ni la guerre, ni le sport.

Mais notre engagement à nous militants MRP qu'est il donc ?

### "NOTRE ENGAGEMENT POLITIQUE"

Si l'on veut chercher une définition, on pourrait le qualifier d'humanisme démocratique ou de démocratie humaniste suivant que l'on mettrait l'accent sur le principe humaniste ou sur le principe démocratique qui sont tous deux à la base de notre engagement. Oui, une double affirmation : la personne humaine au cœur de la société démocratique ... ou plutôt une même affirmation ; que serait en effet la démocratie qui ne serait pas humaniste, c'est-à-dire au service de l'homme tout entier, et que serait l'humanisme qui ne s'épanouirait pas en organisation démocratique de la société ?

Je vais donc insister successivement sur ces deux aspects : l'affirmation démocratique, l'affirmation humaniste.

### 1° L'affirmation démocratique

Un livre vient de paraître qui s'intitule : "La Démocratie, une idée neuve".<sup>1</sup>

Une idée neuve, la démocratie qui est vieille de tant de siècles ? On peut se demander s'il n'y a pas là un paradoxe. Eh

<sup>1</sup> Joseph Rouan : "La Démocratie : une idée neuve" aux Editions du Seuil.

bien non ! Je ne crois pas qu'il y ait paradoxe mais au contraire une vérité profonde : la démocratie n'est jamais achevée, elle est toujours à réinventer. Croire qu'elle est acquise une fois pour toutes, croire que ses formes sont immuables, croire que ce qui a été le style démocratique de 1900 ou de 1945 doit être celui de 1960 ou 1980, c'est une erreur. Comme c'est également une erreur de croire que le style démocratique du Sénégal, de la Côte d'Ivoire ou de l'Inde doit copier littéralement celui de la France. La démocratie est toujours à réinventer. Elle nous appelle à un perpétuel renouvellement. Elle nous jette en avant.

Mais cette affirmation démocratique elle-même que signifie-t-elle ? Quelles sont les réalités qu'elle recouvre ? Sur quelles idées force s'appuie-t-elle ?

A – Etre démocrate, c'est tout d'abord croire que l'Histoire a un sens, croire que l'histoire, toute l'histoire humaine, a une signification, croire que ce n'est pas une succession de "coups" plus ou moins hasardeux.

Etre démocrate, c'est croire que ce sens de l'histoire – pour reprendre une expression qui nous a été volée par les marxistes, mais qui conserve toute sa vérité – se confond avec le progrès de l'humanité, avec la marche, dans la souffrance, la peine, les difficultés et l'angoisse, de l'ensemble de l'humanité vers une plus grande unité.

Etre démocrate, c'est croire à la montée des peuples, à la promotion des peuples dans la communauté des hommes ... (et c'est pourquoi, notons-le au passage, une pensée comme celle du Père Teilhard de Chardin est si enrichissante pour un militant démocrate). Cette montée des peuples, c'est l'histoire des hommes, une histoire qui se fait avec la participation des libertés humaines. C'est cela qui est au fond de toute notre affirmation démocratique et c'est la justification de tout notre engagement : nous faisons de la politique parce que nous pensons que notre action, fût-elle la plus humble, est capable de faire avancer l'histoire humaine, de la faire aboutir. Voilà fondamentalement pourquoi nous faisons de la politique.

B- Etre démocrate, c'est croire aussi à l'existence, à la possibilité d'une société politique qui ne soit ni oppressive, ni totalitaire, mais au contraire au service de l'homme lui permettant d'être plus pleinement homme, de développer toutes les virtualités qui sont en lui.

C'est croire que la société est capable d'être en quelque sorte un canal par lequel passeront un certain nombre de choses qui permettront à l'homme de s'épanouir totalement, de réaliser plus largement sa vocation humaine.

C'est là une vision optimiste du monde, dira-t-on. Eh bien ... oui : la démocratie est optimiste.

Et cette croyance-là va donner à la société un contenu qui est essentiel à notre conception démocratique : c'est le contenu pluraliste. Nous croyons à une société organisée dans laquelle la diversité des tendances, des groupes, des personnes pourra s'exprimer.

Et ici encore nous retrouvons un mot qui lui aussi nous a été volé par les marxistes. Celui de "démocratie populaire". Les plus anciens d'entre nous savent que lorsque dans l'entre-deux guerres se sont fondés les premiers partis démocratiques d'inspiration chrétienne, ils s'appelaient "démocrates populaires". Pourquoi ? C'est parce qu'ils voulaient construire une société dans laquelle l'ensemble du peuple dans sa pleine acception serait rassemblé, mais pas d'une manière uniforme, mais d'une manière organique, chacun dans sa cellule sociale, la forme de vie sociale correspondant à sa propre réalité sociale. Notre démocratie est une démocratie de "groupes".

Etre démocrate, voyez-vous, cela consiste à vouloir faire passer nos concitoyens de l'état de "masse" inorganique, ensemble uniforme et étouffant dans lequel l'homme est noyé, à l'état de "peuple" diversifié dans des communautés naturelles ou électives où l'homme pourra exercer ses responsabilités.

C- La Démocratie, enfin, est fondée sur l'idée de la délibération, de la possibilité du choix. "Peser le pour et le contre", écrit Etienne Borne, cela est extrêmement simple et en un sens, c'est toute la démocratie. La démocratie est délibération. Elle suppose une civilisation de la parole libre". Et reprenant à l'envers en quelque sorte le même argument, le philosophe Alain pouvait écrire ceci ... qui va très loin : "L'applaudissement tue le suffrage".

Civilisation de la parole libre, civilisation de la délibération, la démocratie par voie de conséquence exige la reconnaissance du droit à l'opposition. Cette reconnaissance est une conquête de la démocratie. Sa disparition ouvre la voie au totalitarisme, elle sonne en tout cas le glas de toute forme de vie démocratique.

Mais pour qu'il puisse y avoir délibération, il faut que l'information civique, que l'éducation du citoyen soit poursuivie, voulue, encouragée. Il n'y a pas de démocratie s'il n'y a pas de citoyens. Nous ne le savons que trop et une de nos raisons de lutter, de militer, de nous engager, c'est d'être justement ces éducateurs de citoyens, ces formateurs de citoyens, ces éveilleurs de citoyens, sans lesquels il n'y aura jamais de Démocratie ... quelles que soient les Constitutions !

## 2° L'affirmation humaniste

Ces mêmes positions, nous allons maintenant les retrouver sous un autre éclairage, les envisager sous un autre angle.

A – Signification humaniste de notre engagement ... cela veut dire tout d'abord que pour nous l'homme est sujet, acteur, auteur de l'histoire et non pas objet ... qu'il est co-auteur, c'est-à-dire auteur en commun du monde qui se fait (je disais tout à l'heure qu'au centre de notre engagement démocratique, il y avait cette conviction que nous ne sommes pas contraints de subir l'histoire, mais que nous pouvons peser sur son développement ...)

Et cela implique un triple refus ...

Le rejet de trois conceptions qui se ressemblent terriblement quoiqu'elles paraissent superficiellement s'opposer.

Un triple refus :

- Celui du déterminisme historique des marxistes pour lesquels la mécanique de l'Histoire entraîne tout, explique tout et pour qui l'homme est en fin de compte au service de cette mécanique : il n'a qu'à en découvrir les lois et à les appliquer. Il n'est plus celui qui fait l'Histoire, il est celui dont le seul rôle est d'en appliquer les lois qui lui sont extérieures.

- Refus également des "lois naturelles des libéraux", ces lois qui, dans un style de meilleure compagnie, sous une forme moins rugueuse, moins austère, rejoignent le déterminisme marxiste. Ces lois selon lesquelles il y a un cours naturel de l'Histoire, sur lequel l'Homme ne peut rien, nous les rejetons également.

- Refus enfin de la "physique sociale des positivistes" (Auguste Comte, Charles Maurras ...) pour lesquels l'agencement de la Société découle encore de toute une succession de lois qu'il s'agit de découvrir et d'appliquer.

Toutes ces conceptions mécaniques de l'Histoire qui rabaissent l'homme au simple rang d'exécutant, qui le méprisent, qui s'en servent, nous les rejetons. Elles ne sont pas les nôtres. En face, nous construirons une Société fondée sur la "participation", participation libre de l'homme à la gestion et à l'animation de son pays, de sa commune, de sa cité, à la gestion et à la "fabrication" de son propre destin. Voilà une affirmation fondamentale au cœur même de notre engagement.

B – L'homme pour nous est un être total corps et âme, chair et esprit et réalité spirituelle, irréductible à aucun autre. Ce qui donne à la personne humaine son caractère sacré, c'est bien cela. Chacun d'entre nous est un être "unique". et cette conviction va commander toute notre conception de la société.

L'homme n'est donc ni un "producteur", ni un matricule, ni l'agent de la société, ni "l'homo economicus" des libéraux. Il ne peut se réduire à cela, il est l'homme complet. Et celui qui ne voit

en lui qu'un aspect de son être le mutilé et cela a pour conséquence de donner une société qui est aussi mutilée que cet homme pour lequel elle a été construite.

Ce que nous allons donc essayer de faire, nous autres, c'est de construire cette société au service de l'homme tout entier, chair et esprit, corps et âme. Notre but, c'est la promotion de l'homme total, c'est de construire un "humanisme politique intégral".

C – Cet homme est un être vivant réel, enraciné dans des communautés de vie, naturelles ou électives, s'épanouissant à travers celles-ci.

Nous refusons ce faux dilemme des libéraux ou des marxistes qui oppose l'individu à la collectivité... Comme s'il pouvait y avoir une vérité de l'individu, une vérité de la personne et une vérité de la collectivité, une vérité de la communauté qui s'opposent l'une à l'autre.

Nous refusons l'individu libéral, cet homme qui n'existe pas, cet homme théorique sorti uniquement des manuels de quelques économistes du XIX<sup>ème</sup> siècle. Et nous refusons l'homme marxiste, cet homme qui n'existe plus, parce qu'il a été livré à la société qui l'a avalé, qui l'a digéré.

Tout le but de notre philosophie politique sera donc de réconcilier ces deux aspects de l'homme : son aspect personnel, irréductible, sacré et son aspect social, enraciné, engagé dans une société. Nous sommes à la fois personnalistes et communautaires. Si ces deux mots sont un peu savants, ils sont vrais. Et c'est cette vérité qu'il faut comprendre, assimiler, traduire dans les faits. Pour nous, nous nous engageons totalement dans cette voie, face à la fois aux Communistes et aux Libéraux, construisant ainsi la seule philosophie politique qui soit authentiquement réaliste parce qu'elle prend l'homme tel qu'il est, chair et esprit, corps et âme, être vivant, être personnel, être "unique" et, en même temps, être social enraciné dans des communautés où il épanouit sa personnalité, où il joue sa vie, où il construit son destin.

Cet humanisme démocratique va déboucher sur une vision du monde, sur quelques orientations que nous allons aborder dans un instant.

Mais au préalable, arrivé à ce point de mon exposé, il me faut ouvrir une parenthèse importante et traiter un sujet extrêmement important pour nous militants MRP : celui des rapports du christianisme et de la démocratie. Démocrate chrétien, chrétien démocrate, chrétien et démocrate, démocrate-chrétien avec un trait d'union ; les expressions sont nombreuses. Il faut essayer d'y voir clair.

### 3<sup>o</sup>. Un engagement démocratique d'inspiration chrétienne

Notre famille spirituelle se place, dit-on, sous le signe de la démocratie d'inspiration chrétienne. Le terme est contesté, le terme est contestable, mais il existe : il vaut donc qu'on s'y arrête et que l'on s'efforce de voir ce qu'il recouvre exactement.

Je ne procéderai pas par affirmations dogmatiques (je n'ai ni goût ni compétence pour dogmatiser là-dessus !) mais je vous proposerai une série d'approximations qui pourront guider et nourrir votre réflexion personnelle.

A – Première remarque : la philosophie, la conception du monde et de l'histoire qui sous-tend notre engagement ne peut pas être matérialiste. Cela va de soi après ce qui vient d'être dit. Notre conception de l'homme exclut le matérialisme, mais, soulignons-le bien, sous toutes ses formes : le matérialisme théorique, dialectique, scientifique du marxisme et tout autant le matérialisme concret, pratique, vécu du capitalisme libéral classique. Notre philosophie ne peut être matérialiste, elle ne peut-être que spiritualiste.

B – Deuxième approximation : notre engagement politique n'est pas déductible – d'une manière contraignante, à la manière d'un théorème – ni de notre foi religieuse. Entre eux,

il n'y a ni liens de contrainte, ni liens de subordination. C'est sous notre responsabilité d'hommes libres que nous prenons nos décisions et que nous choisissons nos orientations et, si nous sommes chrétiens, c'est notre liberté de chrétiens que nous engageons dans ces décisions et ces choix, d'ordre politique.

Certains ont dit : "Démocrates parce que chrétiens". Soyons honnêtes, soyons sérieux ... et regardons autour de nous.

Prenons des exemples. Trois grands écrivains – Bernanos, Péguy, Claudel – trois chrétiens, trois conceptions politiques dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont plutôt différentes ! Trois journalistes, trois penseurs politiques : Etienne Borne, André Mandouze, Jean de Fabrègues : trois chrétiens authentiques, qui tous trois prennent leur christianisme au sérieux et prennent leurs responsabilités politiques ... dont la "couleur" ne se ressemble guère.

Notre engagement politique ne sera donc pas déductible de notre foi religieuse. C'est pourquoi d'ailleurs existent dans nos rangs – nous souhaitons qu'ils y viennent nombreux – des hommes et des femmes qui ne partagent pas cette foi, mais croient à la valeur de l'homme.

Cependant, pour beaucoup d'entre nous, la perspective religieuse sera à la fois le support de leur engagement et le moyen de lui donner son plein épanouissement.

Mais, soulignons-le, si notre conception du monde est d'une manière générale en accord avec les perspectives chrétiennes, c'est à nos risques et périls que nous prenons nos responsabilités sur le terrain politique, qui doit demeurer non confessionnel. Il ne doit subsister en ce domaine ni doute, ni confusion.

C – Enfin deux réflexions qui dépassent notre comportement personnel.

Tout d'abord celle-ci : lorsqu'on regarde l'Histoire, on s'aperçoit d'une certaine convergence entre le christianisme et la démocratie. Croyez-vous qu'eût été possible la "Déclaration des Droits de l'Homme" s'il n'y avait pas eu le "Sermon sur la montagne" ? Vous pouvez relire les deux et réfléchir là-dessus.

Autre chose : une des grandes conquêtes que l'on pourrait qualifier de politique du christianisme, cela a été la séparation du Spirituel et du Temporel. Avant le christianisme, César était à la fois dieu et empereur. Il était obéi comme empereur et adoré comme dieu.

Et, étant dieu, l'obéissance qu'on lui devait avait un caractère sacré : s'opposer à lui, contester ses décisions, ce n'était pas poser un acte politique, c'était commettre un sacrilège.

Ce fut une grande libération pour les hommes que cette séparation des plans spirituel et temporel et cette séparation du dieu et de l'empereur. Et l'on notera comment tous les totalitarismes ont une tendance naturelle à l'annuler. Staline n'était-il pas à la fois dieu et empereur, maître tout puissant des corps et régissant les intelligences et les âmes ? Et les théoriciens du national-socialisme ne voulaient-ils pas en faire une caricature sinistre de la religion où la croix gammée aurait remplacé la Croix ?

Il faut souligner enfin combien un certain nombre de dogmes chrétiens ont des conséquences politiques : le dogme de l'unité humaine condamne tout racisme ; dans la mesure où l'on croit une fois pour toutes à l'unité de la race humaine, il n'y a plus aucune place pour une doctrine raciste, quelle qu'elle soit. Et de même dans la mesure où l'on croit à l'égalité des âmes, il n'est plus possible d'accepter une forme de vie sociale qui consciemment ou non admette l'exploitation des hommes. Et tous les régimes totalitaires sont condamnés par le dogme de la dignité de l'homme...

On pourrait multiplier les exemples. Mais cela dit, c'est sous notre propre responsabilité que nous prenons notre engagement politique. Nous ne sommes pas contraints. C'est un acte d'homme libre.

## NOS ORIENTATIONS

Un engagement politique se concrétise. il détermine des orientations pour l'action.

Voici donc quelques pistes de réflexion.

1° - Le MRP n'est pas une fin en soi, un but en soi, mais un moyen pour servir une cause qui dépasse notre vie.

La "Cause" disait Marc Sangnier... Marc qui est un bon exemple de ce que doit être un engagé politique lorsqu'il est MRP : "un type d'homme engagé dans le temporel jusqu'au cou, qui fait des choix politiques sous sa responsabilité propre, mais qui s'engage avec une exigence spirituelle totale".

Choix temporels et exigences spirituelles : il nous faut tenir les deux bouts de la chaîne. Pour nous, la politique ne suffit pas à elle-même : elle est soumise au jugement de la loi morale.

2° - Un engagement enraciné dans une tradition qui est liée à une "vision" du monde.

L'engagement politique du militant MRP s'enracine dans une tradition. Le MRP ce n'est pas un champignon qui a poussé un soir d'orage. S'il en était ainsi, il y a longtemps déjà qu'il aurait disparu. Nous ne sommes pas des enfants perdus. Mais cette tradition ne doit pas être un alibi à une quelconque paresse intellectuelle ou spirituelle. Il faut la redécouvrir, chaque jour, la réinventer chaque matin, chaque jour, à chaque tournant de l'histoire, lui donner le visage, l'allure, le sens qu'elle doit avoir à ce moment-là. Ne jamais se figer, ne pas se contenter de conjuguer le passé, mais se jeter en avant en s'appuyant sur cette tradition.

Et celle-ci est liée à toute une conception du monde, celle que j'évoquais tout à l'heure. Et vous retrouvez alors une des raisons de ce qu'on pourrait appeler notre "résistivité", notre capacité de résistance. A chaque élection, depuis celle de 1946, on annonce volontiers que le MRP va disparaître. Il n'a pas disparu. Pourquoi ? Parce qu'il y a des militants, parce qu'il y a des députés ... bien sûr ! Mais surtout parce qu'en fait il correspond à une tradition et traduit une conception du monde. C'est pour cela qu'il a tenu, qu'il tient, et qu'il tiendra.

Notre lien, à nous militants du MRP, ce n'est ni la fidélité à un homme, ni la défense d'intérêts, c'est l'incarnation sur notre terre à un moment donné de l'histoire, d'une conception de l'homme et la civilisation.

3° Un engagement global

Le MRP ne peut donc être un parti de classe: il n'est pas non plus la traduction d'un "lobby" ; d'un "groupe d'intérêts" quelconque.

Il est "populaire". Mais qu'est-ce que cela veut donc dire : "populaire" ? Tout simplement ceci (et je rejoins ici ce que je vous disais tout à l'heure ...) : réunir le peuple dans son entier, le peuple diversifié dans des structures permettant à chacun de s'épanouir au sein des communautés les plus diverses auxquelles il appartient et d'y exercer des responsabilités.

Il traduit dans les faits, il transcrit dans la vie une conception globale du monde. Et c'est autour de cette vision, et de cette incarnation de la vision dans la vie, que se rassemblent ceux qui s'engagent au sein du MRP. Ils y viennent parce qu'ils croient à quelque chose de commun, et parce qu'ils veulent le réaliser et non pas parce qu'ils sont ouvriers ou paysans. Et c'est cela la véritable promotion ouvrière ou paysanne : ne pas considérer les gens, ne pas s'adresser à eux uniquement parce qu'ils sont ouvriers ou paysans, mais parce qu'ils sont citoyens. Et que, citoyens, c'est en tant que citoyens, et non en tant que corps séparé de la Nation, qu'ils doivent assurer pleinement leur rôle, puis leur place dans la Nation.

4° - Un engagement aux dimensions du monde.

Le MRP enfin a une vocation universaliste. Cela rejoint notre conception du monde. Nous nous renierions nous-

mêmes si nous nous laissons enfermer dans des frontières purement nationales, si nous rétrécissions ainsi notre vision. Et c'est pourquoi, le racisme, et le colonialisme, et le nationalisme – qu'il soit maurassien, jacobin ou consulaire – nous sont antinomiques. Non seulement nous ne pouvons les prendre à notre compte : ce serait reniement, mais ils sont extérieurs à notre caractère, à notre nature. Ils nous sont étrangers, inassimilables.

Et c'est pourquoi les problèmes d'outre-mer, la politique internationale, l'Europe tiennent une telle place dans la doctrine du MRP.

On ne les y a pas insérés parce que "cela faisait bien" mais parce que tout cela est lié à notre conception du monde, complet, total, universel.

5° - Un engagement au service de la "libération" et de la "promotion" de l'homme, car le MRP vise à la promotion totale des hommes et de l'homme.

Plus qu'un mouvement de liberté – s'il va jusqu'au bout de lui-même – il sera un mouvement libérateur. Plus que la démocratie libérale, il défendra une démocratie libératrice. Vous sentez la différence : elle est dans l'accent. La liberté, on la conserve, la libération on la conquiert et il faut sans cesse la reconquérir.

Promotion de l'homme en vue de son épanouissement total... ce qui remet en cause le système classique de la propriété qui n'est pas une fin en soi mais un moyen de promotion.

... ce qui nous oriente vers une démocratie de groupe, dans laquelle les centres de décision seront multipliés à chaque échelon local, professionnel, social – vers une économie des besoins, conçue en fonction des besoins à satisfaire et non pas du profit à réaliser – vers une "civilisation de la responsabilité" où toutes les structures politiques, économiques et sociales devront être conçues en fonction des responsabilités qui pourront être exercées par les hommes qui y sont engagés.

Oui, une civilisation où tout devra être mis en œuvre pour que le maximum d'hommes et de femmes puisse être des citoyens et des responsables. "Etre homme, c'est être responsable", dit Saint Exupéry. Eh bien, on jugera une civilisation à la manière dont elle aura permis à davantage d'hommes et de femmes de pouvoir être des hommes et des femmes responsables.

Et, en arrière plan, il y a une certaine idée de la France ... L'idée d'une France qui ne peut pas – sous peine de se renier ou de se mutiler – se replier sur elle-même et penser en termes exclusifs de grandeur nationale ... une certaine idée de la France qui s'insère dans ce vaste courant de la montée des peuples, dans cette construction d'une communauté humaine, dans cette découverte de l'existence d'un bien commun international ... une certaine idée de la France rejoint cette vocation universelle que nous avons donnée à notre Mouvement.

## EXIGENCES DE NOTRE ACTION

Ici, il faut essayer de bien nous regarder en face, et aussi de voir au fond de nous-mêmes. Nous voir tels que nous sommes sans complaisance, pour mieux nous connaître afin d'agir avec plus d'efficacité.

Je ferai deux séries de remarques à propos de ces questions que l'action pose au militant.

1° - Le doute et l'inquiétude ... on peut dire qu'ils nous sont propres. La droite réaliste ne les ressent pas et non plus ceux pour qui la politique n'est qu'un jeu ou un sport : pourquoi en effet se laisser envahir par le doute ? On a perdu la partie, elle sera gagnée la prochaine fois, un point, c'est tout. Et non plus ceux pour qui la politique n'est qu'une succession de "coups" réussis. Et moins encore le Parti communiste et tous les fascistes : pour eux la politique est un "absolu". Il n'y a rien en dehors, rien au-dessus : il n'y a que la politique. Le communiste totalitaire – et tout autant le fasciste – peut alors se lancer dans la "guerre politique", avec ce fanatisme qui exclut quelque doute que ce soit.

Pour lui, "l'autre" est un ennemi, un "déchet de l'humanité". Il faut le soumettre ou le détruire.

Pour nous, "l'autre" est un homme, un frère ... Tous les moyens ne sont pas bons. Je le dis, il est plus facile d'être un militant du P.C. ou de Jeune Nation que d'être un militant MRP. Mais suivre leur exemple, serait nous renier, nous mutiler nous-mêmes.

Pour eux, la politique est une destruction : celle du camp d'en face. Pour nous, c'est la recherche du dialogue. Cela nous met dans un état d'insécurité ; c'est vrai, ce n'est pas simple d'essayer de rechercher en permanence le dialogue, mais c'est cette insécurité même qui donne à notre action toute sa grandeur et tout son sens.

2° - La pureté et l'efficacité.

C'est une discussion à laquelle on se livre souvent dans les réunions de militants MRP, que la discussion autour de la pureté et de l'efficacité. "Si je fais ceci ... cela sera-t-il conforme à la doctrine ? Mais si je ne le fais pas, serai-je efficace ?"

Et cela est vrai que c'est une synthèse dure et difficile que celle qu'un militant doit réaliser sans cesse entre pureté et efficacité, mais cette synthèse est essentielle pour toute action militante authentique. Entre pureté et efficacité, la tension est permanente mais cette tension est créatrice.

"Pureté" : exigence d'un idéal intransigeant. Mais attention ! Il y a une tentation de la pureté... Cela s'appelle parfois l'hérésie. Les Albigeois, les Cathares s'appelaient eux-mêmes des "purs". Il y a, comme le disait Maritain, une pureté qui monte à la tête.

"Efficacité" : certes ! elle est nécessaire ; qui se donnerait le ridicule de le nier ? Mais attention à la tentation de l'activisme et, à la déviation qui dégrade l'efficacité en opportunisme.

Pureté, efficacité : voilà les deux éléments avec lesquels nous devons bâtir notre action.

Quelques remarques :

- a) La tension entre pureté et efficacité est normale : elle s'impose à toute action d'animation ou d'inspiration spirituelle qui s'insère dans le temporel. Dans la mesure où l'on se réfère à un "absolu" qui nous dépasse et où l'on travaille dans quelque chose qui est "contingent", relatif, cette tension est inévitable et nécessaire.
- b) Il ne faut pas confondre ce poids que nous ressentons de l'angoisse du monde - en raison même de notre insuffisance de pauvres hommes, avec leurs limites, leurs erreurs, leurs découragements, leurs faiblesses - avec un complexe d'infériorité. L'adversaire sait que nous sommes soumis à ce complexe, il joue là-dessus pour nous affaiblir. Il nous faut le savoir et ne pas lui donner cette chance.
- c) Il faut également savoir que la politique a des lois, des moyens, des méthodes : nous avons trop souvent tendance à considérer ces lois, ces moyens et ces méthodes comme immoraux. Ce n'est pas vrai. On ne fait pas de la politique en "enfant de chœur", en "amateur", on la fait sérieusement, comme une chose sérieuse, en employant les moyens qu'il y faut. Et ce n'est pas déchoir que d'employer ces moyens, au contraire: c'est un devoir.
- d) D'où l'obligation pour un engagé politique :
  - d'une compétence technique : il y a une compétence politique à conquérir ;
  - d'une honnêteté intellectuelle absolue : il faut savoir regarder les faits en face, ne pas s'imaginer que l'on est pessimiste parce qu'on analyse froidement les données d'un problème ; le pessimisme et l'optimisme ne sont pas des notions qui doivent intéresser pour fonder un jugement d'ordre politique.

- d'un "ressourcement", d'un retour aux sources permanent : il n'y a rien de plus desséchant que l'action politique.

e) Sachons bien enfin que la politique n'est pas "un témoignage pur" : l'action politique, ce n'est pas de témoigner, c'est de peser sur l'histoire. La politique, ce n'est pas le rêve, elle est faite pour aboutir à des résultats. Il n'y a de partis que capables d'assumer le Gouvernement : un parti qui se complait dans l'opposition, qui s'y installe, qui se satisfait d'y être, n'est pas un parti politique.

Une doctrine remarquable qui resterait dans les nuages, les nuées, ou simplement l'espoir, ne serait pas une doctrine politique.

Entre la pureté et l'efficacité, il n'y a pas lieu de choisir. Ce sont deux exigences que nous devons assumer en même temps, d'un même effort.

### EN GUISE DE CONCLUSION

Je m'en vais conclure en essayant de situer en quelques mots les dimensions de notre engagement en ce tournant de l'histoire du monde que représentent les "années 60".

Sachons-le bien : le monde est en train de changer. Regardez le bien, ce monde, votre monde, notre monde : il ne ressemble plus à ce qu'il était il y a encore quelques années.

Un monde en pleine mutation.

Un seul exemple : nous sommes en train de changer de civilisation sans nous en apercevoir : nous passons de la civilisation écrite à la civilisation audio-visuelle. Jusqu'à présent, il fallait absolument savoir lire pour accueillir une idée, recevoir une information, être soumis à une propagande. Maintenant, il suffit d'entendre ou de voir. Songez donc aux changements que cela représente : la radio en Afrique, c'est le tam-tam à l'échelle d'un continent. Il n'est plus besoin de savoir lire pour recevoir une idée : quelle révolution !

Et puis, c'est toute la terre qui s'interpénètre. Il n'y a plus un Etat, une Nation, un Pays qui puisse vivre seul. Nous sommes dans une situation où il n'y a rien d'autre à faire que d'organiser cette interdépendance". C'est un état de fait, il s'agit d'en faire un état de droit.

Car nous entrons dans une phase de l'histoire des hommes où c'est véritablement toute la planète qui est en cause, qui est en question. Devant nous, un nouvel âge international ; l'âge planétaire.

Des conflits de civilisation ...

Et voici que désormais ce qui sépare les hommes, les peuples et les Etats, ce n'est plus la conquête d'un territoire, d'une province, d'une frontière naturelle, mais ce qui est en cause, c'est la conquête des cœurs, des esprits et des âmes. Les conflits qui déchirent l'humanité sont d'abord des conflits de civilisation.

Et devant ce conflit, la question qui nous est posée, la question qui est posée à tout homme engagé politiquement, à tout homme qui réfléchit est la suivante : "Vous, quel est l'espoir que vous proposez à ce monde en marche ? ..."

Eh bien ! Nous, militants du MRP, réfléchissant sur notre doctrine, sur ce que nous sommes, sur tout ce qui fait notre être politique, nous sentons que nous sommes en possession d'une doctrine globale, capables de répondre à cette question globale qui est posée par l'évolution même du monde.

Et c'est parce que nous le savons, cela, que nous n'avons jamais le droit d'être découragés, même quand nous devons nous battre dans les conditions difficiles qui sont les nôtres à Paris ? Nous ne sommes pas seuls. Et c'est à l'attente d'un monde en pleine mutation que nous devons répondre. Quand on sent cela, il n'est plus possible - jamais - d'abandonner...

Récemment, au Congrès des Nouvelles Equipes Internationales, nous entendions deux hommes venus, l'un du Chili, l'autre de Madagascar ; l'un parlait au nom de l'Amérique latine, l'autre au nom de l'Afrique. Et se retournant vers les

démocrates d'inspiration chrétienne que nous étions, ces deux hommes nous demandaient : "Vous donc, quel espoir, quel "mythe", quelle espérance, quel modèle de développement, quelle forme nouvelle de civilisation, allez-vous proposer à nos peuples en marche" ?

Voilà aujourd'hui la dimension de l'engagement politique. Il vaut la peine d'être vécu. "Le monde n'est intéressant qu'en avant", disait le Père Teilhard de Chardin. Comme c'est vrai !

La politique, ce n'est ni un confort, ni un bain, ni un métier, ni une évasion. C'est le don de soi, dans les grandes entreprises comme dans les plus humbles, au service d'un idéal qui nous dépasse et dont nous savons que nous ne le réaliserons jamais intégralement.

Cela vaut la peine. Certes, cela nous apporte rarement les honneurs ... et bien souvent l'incompréhension et toujours l'effort.

Mais ce que je sais, c'est que cela nous apporte la joie.

Philippe Farine

Décédés en 1954, à 46 et à 48 ans

Par Jacques Parini

ils furent deux membres éminents de notre famille politique :

- **JOSEPH LE SCIELLOUR, OUVRIER ARDOISIER A TRELAZE**
- **ANDRE DEBRAY, DIRECTEUR DE LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS**



Né à Trélazé, le pays de l'ardoise, dans le Maine-et-Loire, le 13 octobre 1907, Joseph Le Sciellour suit la filière familiale : après avoir obtenu son CAP, il devient ouvrier ardoisier dans les ardoisières de cette petite ville industrielle.

Sa foi chrétienne et son instinct de solidarité avec ses camarades de travail le conduisent à s'engager très profondément dans l'action de la CFTC. Il y assume très vite de nombreuses responsabilités. Secrétaire régional de la fédération CFTC des mineurs de l'Ouest, secrétaire général de l'union départementale CFTC du Maine-et-Loire (fonction qu'il occupe durant dix-huit ans), secrétaire du syndicat chrétien local (depuis sa fondation jusqu'en 1946), membre du Conseil national des syndicats de mineurs CFTC.

Pendant l'occupation allemande, il fait partie du Comité de liaison de la CFTC et du mouvement Libé-Nord.

Adhérent du MRP dès 1944, il devient maire-adjoint de Trélazé (il le reste pendant quatre ans) ; il est élu député, sur la liste MRP de Charles Barangé, dès 1945 ; il est réélu en 1946 et en 1951.

A l'Assemblée Nationale, il se consacre aux questions sociales intéressant la grande famille des mineurs, où il garde une audience considérable.

Le travail de la mine, il le connaît bien. Mais la mine, elle aussi, ne l'oublie pas : il est atteint de silicose, un mal très répandu à l'époque chez les mineurs, et qu'on ne sait pas arrêter : il

en meurt en avril 1954, à 46 ans. Il laisse son épouse et ses trois jeunes enfants.

C'est Jean Sauvage (membre fidèle de l'Amicale du MRP) qui lui succède à la faveur d'une élection législative partielle.



Carrière différente mais même engagement chez André Debray ...

Et un autre point commun avec Joseph Le Sciellour : ils sont taciturnes ; ils ne parlent jamais d'eux-mêmes mais toujours des autres : les médias les ignorent : ils sont oubliés depuis longtemps, sauf parmi les combattants de la Résistance.

Né à Paris le 4 octobre 1905, André Debray s'engagea dans l'action civique au sein de la Jeunesse catholique, avec charisme, et il entreprit une carrière dans la banque, avec talent : il fut président national de l'ACJF, avant François de Menthon, et il devint, à la trentaine, l'un des trois directeurs généraux de la Banque de Paris et des Pays-Bas...

Au début de 1944, son ami Georges Bidault, qui a pris la succession de Jean Moulin, torturé à mort par la Gestapo, lui confie une mission à haut risque : organiser le financement "sur place" des maquis et des mouvements de résistance, le parachutage et l'envoi clandestins de billets de banque en provenance de l'Angleterre et de l'Algérie étant devenus insuffisants. A ce poste, Debray succède à Jacques Bingen (beau-frère d'André Citroën), qui n'a même pas eu le temps de l'occuper : arrêté par la Gestapo à Clermont-Ferrand, il s'est suicidé pour éviter de parler.

Sa réussite dépasse les espérances du CNR, comme en témoignera plus tard (en 1950, dans la Revue des Deux Mondes) François Bloch-Lainé, ancien président du Comité de financement de la Résistance intérieure...

Le 25 juin 1945, jour de la Libération de Paris, le lieutenant André Debray est blessé lors des combats livrés aux forces allemandes rue de Rivoli.

Vient la paix. Le MRP choisit des camarades valeureux pour le représenter dans les nouvelles assemblées ; il fait nommer André Debray au Conseil de la République ...

Cependant, la santé de notre ami devient fragile et il décède en 1954 ; il est marié et a sept enfants.

Sa carrière étonnante, où le calme et la vigilance se mêlent à la résolution et à l'audace, nous l'avons relatée dans les numéros 77 et 78 de notre bulletin "Le MRP vous parle !"

J.P

